



# **Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE)**

## **Appel à propositions**

**Projets d'action standard (SAP) pour l'atténuation et  
l'adaptation au changement climatique  
LIFE-2025-SAP-CLIMA**

Version 1.0  
24 avril 2025

*Ce document constitue une traduction non officielle réalisée pour le compte du Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche. Il est fourni à titre informatif, seule la version originale en anglais, publiée par la Commission Européenne, fait juridiquement foi.  
- La traduction a été réalisée par Enviropea.*



**AGENCE EXÉCUTIVE EUROPÉENNE POUR LE CLIMAT, LES  
INFRASTRUCTURES ET L'ENVIRONNEMENT (CINEA)**  
CINEA.D - Ressources naturelles, climat, économie bleue durable et énergie propre  
**CINEA.D.1** - LIFE Énergie+ LIFE Climat

HISTORIQUE DES CHANGEMENTS			
Version	Date de publication	Changer	Page
1.0	24.04.2025	Version initiale.	

**Principales mises à jour par rapport à l'appel LIFE-2024-SAP-CLIMA**

Dans le cadre de l'appel LIFE-2025-SAP-CLIMA actuel, des changements substantiels ont été apportés à tous les thèmes de l'appel (CCM, CCA et GOV). Ces changements reflètent le nouveau "Programme de travail pluriannuel 2025-2027".

Veuillez lire attentivement le document d'appel afin de prendre connaissance de tous les changements pertinents.

**APPEL À PROPOSITIONS****TABLE DES MATIÈRES**

0. Introduction.....	5
1. Contexte .....	6
Qu'est-ce que le programme LIFE ? .....	6
Nature et biodiversité .....	7
Économie circulaire et qualité de vie.....	8
Atténuation du changement climatique et adaptation.....	8
Transition vers l'énergie propre.....	9
2. Type d'action - Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées – Impacts attendus.....	10
Type d'action.....	10
LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCM - Atténuation du changement climatique.....	11
Objectifs .....	11
Domaines d'intervention .....	11
Champ d'application - Activités pouvant être financées.....	19
Impact attendu.....	19
Taux de financement.....	19
LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCA - Adaptation au changement climatique.....	20
Objectifs .....	20
Domaines d'intervention .....	21
Champ d'application - Activités pouvant être financées.....	26
Impact attendu.....	26
Taux de financement.....	27
LIFE-2025-SAP-CLIMA-GOV - Gouvernance et information sur le climat .....	27
Objectifs .....	27
Domaines d'intervention .....	27
Champ d'application - Activités pouvant être financées.....	33
Impact attendu.....	33
Taux de financement.....	34
3. Budget disponible .....	34
4. Calendrier et échéances.....	34
5. Recevabilité et documents.....	34
6. Éligibilité.....	36
Participants éligibles (pays éligibles) .....	36
Composition du consortium.....	37
Activités éligibles .....	37
Situation géographique (pays cibles).....	38
7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion .....	38
Capacité financière .....	38
Capacité opérationnelle .....	38
Exclusion .....	39
8. Procédure d'évaluation et d'attribution .....	40
9. Critères d'attribution .....	40
10. Montage juridique et financier des conventions de subvention .....	42
Date de début et durée du projet.....	42
Jalons et résultats attendus .....	43
Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention .....	43
Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts.....	43
Modalités de déclaration et de paiement.....	45
Garanties de préfinancement.....	45
Certificats.....	46
Régime de responsabilité pour les recouvrements.....	46

Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet.....	46
Autres spécificités.....	46
Non-conformité et rupture de contrat.....	46
11. Comment soumettre une demande.....	47
12. Aide.....	48
13. Important.....	49

## 0. Introduction

Il s'agit d'un appel à propositions pour des **subventions d'action de l'UE** dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique dans le cadre du **programme pour l'environnement et l'action climatique (LIFE)**.

Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans le document suivant :

- Règlement 2024/2509 ([règlement financier de l'UE](#)<sup>1</sup>)
- l'acte Unique (règlement LIFE [2021/783](#)<sup>2</sup>)

L'appel est lancé conformément au programme de travail pluriannuel 2025-2027<sup>3</sup> et sera géré par l'**Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA)** ("l'Agence").

L'appel couvre les **sujets** suivants :

- **LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCM - Atténuation du changement climatique**
- **LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCA - Adaptation au changement climatique**
- **LIFE-2025-SAP-CLIMA-GOV - Gouvernance et information sur le climat**

Chaque projet soumis dans le cadre de l'appel ne doit porter que sur un seul de ces thèmes. Les candidats qui souhaitent présenter une demande pour plus d'un thème doivent soumettre une proposition distincte pour chaque thème.

Nous vous invitons à lire attentivement **la documentation relative à l'appel**, et en particulier le présent document d'appel, le modèle de convention de subvention, le [manuel en ligne du portail des financements et des appels d'offres de l'UE](#) et l'[EU Grants AGA - Annotated Grant Agreement \(convention de subvention annotée\)](#).

Ces documents apportent des précisions et des réponses aux questions que vous pouvez vous poser lors de la préparation de votre demande :

- le document d'appel à propositions décrit les :
  - le contexte, les objectifs, le champ d'application, les activités pouvant être financées et résultats escomptés (sections 1 et 2)
  - le calendrier et le budget disponible (sections 3 et 4)
  - les conditions de recevabilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires ; sections 5 et 6)
  - critères de capacité financière et opérationnelle et d'exclusion (section 7)
  - procédure d'évaluation et d'attribution (section 8)
  - critères d'attribution (section 9)
  - le montage juridique et financier des conventions de subvention (section 10)

<sup>1</sup> Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (refonte) ("règlement financier de l'UE") (JO L, 2024/2509, 26.9.2024).

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2021/783 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) (JO L 172 du 17.5.2021, p. 53).

<sup>3</sup> Décision d'exécution de la Commission C(2025)955 du 15 avril 2025 relative au financement du programme LIFE et à l'adoption du programme de travail pour les années 2025 à 2027.

- comment introduire une demande (section 11)
- le manuel en ligne décrit :
  - les procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne via le portail des appels d'offres et des financements de l'UE ("portail")
  - recommandations pour la préparation de la demande
- la convention de subvention annotée de l'AGA contient :
  - des annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer pour obtenir la subvention (*y compris l'éligibilité des coûts, le calendrier de paiement, les obligations accessoires, etc.*)

Nous vous encourageons également à visiter la [base de données LIFE](#) pour consulter la liste des projets financés précédemment. Pour le sous-programme Transition énergétique propre, les projets financés précédemment (dans le cadre du programme Horizon 2020) peuvent être consultés [sur le site web CORDIS](#).

## 1. Contexte

### Qu'est-ce que le programme LIFE ?

Le programme LIFE est le programme de l'UE pour l'environnement et l'action en faveur du climat. En tant que tel, il est l'un des principaux contributeurs au Green Deal<sup>4</sup> européen qui vise :

- Transformer l'UE en une société juste et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, où il n'y aura pas d'émissions nettes de gaz à effet de serre en 2050 et où la croissance économique sera découplée de l'utilisation des ressources et de l'emploi.
- Protéger, conserver et améliorer le capital naturel de l'UE, et protéger la santé et le bien-être des citoyens contre les risques et les impacts liés à l'environnement et au climat.

Le programme LIFE contribuera à ces priorités par l'intermédiaire de ses quatre sous-programmes, notamment par les moyens suivants

- Renforcer et intégrer la mise en œuvre des objectifs politiques de l'UE pour stopper et inverser la tendance à la perte d'habitats et d'espèces sauvages dans tous les secteurs
- Soutenir la transition vers une économie circulaire et protéger et améliorer la qualité des ressources naturelles de l'UE, notamment l'air, le sol et l'eau
- Soutenir la mise en œuvre du cadre politique 2030 en matière d'énergie et de climat, l'objectif de neutralité climatique de l'UE d'ici 2050 et la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique, et
- Renforcer les capacités, stimuler les investissements et soutenir la mise en œuvre de politiques axées sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables à petite échelle.

Le programme LIFE est structuré en deux domaines et quatre sous-programmes (décrits plus en détail ci-dessous) :

### **L'environnement :**

- Sous-programme Nature et biodiversité

---

<sup>4</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Le Green Deal européen, COM (2019)640 final.

- Sous-programme Économie circulaire et qualité de vie

**Le climat :**

- Sous-programme Atténuation du changement climatique et adaptation
- Sous-programme Transition vers l'énergie propre.

**Nature et biodiversité**

Conformément aux objectifs spécifiques du programme LIFE énoncés à l'article 3, paragraphe 2, du règlement LIFE, le sous-programme "Nature et biodiversité" vise à

- Développer, démontrer, promouvoir et stimuler l'application à plus grande échelle de techniques, méthodes et approches innovantes (y compris les solutions fondées sur la nature et les approches écosystémiques) pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la législation et de la politique de l'Union concernant la nature et la biodiversité ou s'y rapportant, et contribuer à la base de connaissances et à l'application des meilleures pratiques, y compris en soutenant le réseau Natura 2000 ;
- Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la législation et de la politique pertinentes de l'Union concernant la nature et la biodiversité ou s'y rapportant, y compris en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, notamment en renforçant les capacités des acteurs publics et privés et la participation de la société civile, en prenant également dûment en considération les contributions possibles de la science citoyenne<sup>5</sup> ;
- Catalyser le déploiement à grande échelle de solutions/approches réussies pour la mise en œuvre de la législation et de la politique de l'Union en matière de nature et de biodiversité, en reproduisant les résultats, en intégrant les objectifs connexes dans d'autres politiques et dans les pratiques des secteurs public et privé, en mobilisant les investissements et en améliorant l'accès au financement.

Depuis 1992, LIFE est un outil essentiel pour la mise en œuvre des directives communautaires "Oiseaux"<sup>(6)</sup> et "Habitats"<sup>(7)</sup>. Il a joué un rôle déterminant, voire crucial, dans la mise en place du réseau Natura 2000.

Le bilan de santé des directives sur la nature<sup>8</sup>, le plan d'action pour la nature, l'homme et l'économie<sup>9</sup> ainsi que la stratégie de l'UE en matière de biodiversité pour 2030<sup>10</sup> soulignent la nécessité d'accroître le financement en faveur de la nature et de la biodiversité.

Le sous-programme couvre deux domaines prioritaires :

- 1) Nature et biodiversité dans l'UE,
- 2) Sensibilisation, garantie de la conformité et accès à la justice liés à la législation sur la nature et la biodiversité.

<sup>5</sup> Travaux scientifiques entrepris par des membres du grand public, souvent en collaboration avec ou sous la direction de scientifiques professionnels et d'institutions scientifiques.

<sup>6</sup> Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (JO L 20 du 26.1.2010, p. 7).

<sup>7</sup> Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7).

<sup>8</sup> Document de travail des services de la Commission SWD(2016) 472 final du 16 décembre 2016 "Fitness-check of the EU Nature Legislation (Birds and Habitats Directives) Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages et directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages" (ci-après dénommé "Fitness-check of the Birds and Habitats Directives").

<sup>9</sup> Communication COM (2017) 198 final du 27 avril 2017 de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions "Un plan d'action pour la nature, les citoyens et l'économie".

<sup>10</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions "Le Green Deal européen" (COM/2019/640 final).

### Économie circulaire et qualité de vie

Les objectifs spécifiques du sous-programme "Économie circulaire et qualité de vie" sont les suivants :

- Développer, démontrer et promouvoir des techniques, méthodes et approches innovantes pour atteindre les objectifs de la législation et de la politique de l'Union en matière d'environnement, et contribuer à la base de connaissances et, le cas échéant, à l'application des meilleures pratiques ;
- Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la législation et de la politique pertinentes de l'Union en matière d'environnement, notamment en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, en particulier en renforçant les capacités des acteurs publics et privés et la participation de la société civile ;
- Catalyser le déploiement à grande échelle de solutions techniques et politiques réussies pour la mise en œuvre de la législation et de la politique de l'Union en matière d'environnement, en reproduisant les résultats, en intégrant les objectifs connexes dans d'autres politiques et dans les pratiques des secteurs public et privé, en mobilisant les investissements et en améliorant l'accès au financement.

Ce sous-programme couvre trois domaines prioritaires :

- 1) Économie circulaire et déchets,
- 2) Zéro pollution et gestion durable des ressources naturelles,
- 3) Gouvernance environnementale.

Ce sous-programme vise à faciliter la transition vers une économie durable, circulaire, économe en énergie et résiliente au changement climatique, vers un environnement sans produits toxiques et à protéger, restaurer et améliorer la qualité de l'environnement conformément au "Green Deal" européen et aux récentes évolutions politiques.

### Atténuation du changement climatique et adaptation

Les objectifs spécifiques du sous-programme "Atténuation du changement climatique et adaptation" sont les suivants :

- Développer, démontrer et promouvoir des techniques, méthodes et approches innovantes pour atteindre les objectifs de la législation et de la politique de l'Union en matière d'action pour le climat et contribuer à la base de connaissances et à l'application des meilleures pratiques ;
- Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la législation et de la politique de l'Union en matière d'action pour le climat, y compris en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, notamment en renforçant les capacités des acteurs publics et privés et la participation de la société civile ;
- Catalyser le déploiement à grande échelle de solutions techniques et politiques réussies pour mettre en œuvre la législation et la politique de l'Union en matière d'action climatique en reproduisant les résultats, en intégrant les objectifs connexes dans d'autres politiques et dans les pratiques des secteurs public et privé, en mobilisant les investissements et en améliorant l'accès au financement.

Le sous-programme "Atténuation du changement climatique et adaptation" soutiendra la mise en œuvre du "Green Deal" européen en contribuant aux objectifs et aux cibles définis dans la loi européenne sur le climat<sup>11</sup> : l'objectif de neutralité climatique de l'économie et de la société européennes d'ici à 2050 ; l'objectif climatique intermédiaire de l'Union consistant à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030 ; l'objectif climatique de l'Union pour 2040 que la Commission devrait proposer dans les six mois suivant le premier bilan mondial réalisé dans le cadre de l'accord de Paris<sup>12</sup> ; et l'obligation pour

<sup>11</sup> Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 ("loi européenne sur le climat"), JO L 243 du 9.7.2021, p. 1- 17.

<sup>12</sup> Le 6 février 2024, la Commission a recommandé de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'UE de 90 % d'ici 2040 par rapport à 1990 dans la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, le Comité économique et social européen et le Comité des régions "Assurer notre avenir - L'objectif climatique de l'Europe à l'horizon 2040 et la voie vers la neutralité climatique d'ici 2050 pour bâtir une société durable, juste et prospère", COM/2024/63 final.



les institutions compétentes de l'Union et les États membres afin d'assurer des progrès continus dans l'amélioration de la capacité d'adaptation, le renforcement de la résilience et la réduction de la vulnérabilité au changement climatique, conformément à la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique<sup>13</sup>.

Le sous-programme s'articule autour de trois axes prioritaires :

1. Atténuation du changement climatique,
2. Adaptation au changement climatique,
3. Gouvernance et information sur le changement climatique.

### Transition vers l'énergie propre

Les objectifs spécifiques du sous-programme "Transition énergétique propre" sont les suivants :

- Développer, démontrer et promouvoir des techniques, méthodes et approches innovantes en matière de réglementation, de gouvernance et de marché pour atteindre les objectifs de la législation et de la politique de l'Union en matière de transition énergétique propre, durable et juste, en développant les solutions d'énergie renouvelable et en augmentant l'efficacité énergétique, et en contribuant à la base de connaissances et à l'application des meilleures pratiques ;
- Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la législation et de la politique pertinentes de l'Union en matière de transition énergétique propre, durable et juste - développer les solutions en matière d'énergies renouvelables et accroître l'efficacité énergétique, notamment en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, en renforçant les capacités des acteurs publics et privés, en aidant et en faisant participer les citoyens et la société civile, et en structurant le marché pour permettre et favoriser l'adoption des technologies de transition énergétique ;
- Catalyser le déploiement à grande échelle de solutions techniques et politiques réussies soutenant des actions transeuropéennes intégrant des approches commerciales et réglementaires capables de favoriser la mise en œuvre de la législation et des objectifs pertinents de l'Union en matière de transition énergétique propre, durable et juste, en renforçant les solutions en matière d'énergies renouvelables et en augmentant l'efficacité énergétique, en reproduisant les résultats et les meilleures pratiques, en mobilisant les investissements, en renforçant l'utilisation des instruments financiers et en améliorant l'accès au financement, et en encourageant les coopérations commerciales trans-sectorielles, les partenariats public-privé et les activités des acteurs du marché transfrontalier de l'UE.

Le sous-programme Transition énergétique propre vise à faciliter la transition vers une économie efficace sur le plan énergétique, basée sur les énergies renouvelables, neutre sur le plan climatique et résiliente, en finançant principalement des actions de coordination et de soutien (CSA). Ces actions visent à renforcer les capacités, à diffuser des informations et des connaissances, et à sensibiliser le public afin de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Elles soutiennent l'élimination des barrières commerciales qui entravent la transition socio-économique vers l'énergie durable, en impliquant généralement de multiples parties prenantes de petite et moyenne taille, y compris, mais sans s'y limiter, les autorités publiques locales et régionales, les organisations à but non lucratif, les sociétés de services énergétiques et les services publics, les développeurs de projets, les fabricants de technologies net-zéro, les institutions financières, les organisations professionnelles, les associations de consommateurs et les initiatives citoyennes.

Le sous-programme Transition énergétique propre couvre les domaines d'intervention prioritaires suivants :

1. Mise en place d'un cadre politique national, régional et local pour soutenir la transition vers une énergie propre

<sup>13</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions "Forger une Europe résiliente au changement climatique - la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique", COM/2021/82 final.

2. Accélérer le déploiement des technologies, la numérisation, les nouveaux services et modèles d'entreprise et améliorer les compétences professionnelles correspondantes sur le marché en vue de la transition vers une énergie propre
3. Attirer des financements privés pour l'énergie durable
4. Soutenir le développement de projets d'investissement locaux et régionaux
5. Impliquer et responsabiliser les citoyens dans la transition vers l'énergie propre

## **2. Type d'action - Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées - Impact attendu**

### Type d'action

Les thèmes de cet appel à propositions concernent les projets d'action standard LIFE (SAPs). Les SAPs représentent les "projets LIFE traditionnels" visant :

- Développer, démontrer et promouvoir des techniques, des méthodes et des approches innovantes  
Par "techniques, méthodes et approches innovantes", on entend des solutions qui sont nouvelles par rapport à l'état de l'art au niveau de l'État membre et du secteur et sont mises en œuvre à une échelle opérationnelle et dans des conditions qui permettent d'obtenir les impacts énoncés au premier paragraphe du critère d'attribution "Impact" (*voir ci-dessous*).
- Contribuer à la base de connaissances et à l'application des meilleures pratiques  
Par "meilleures pratiques", on entend les solutions, techniques, méthodes et approches qui sont appropriées, rentables et conformes à l'état de l'art (au niveau de l'État membre et du secteur), et qui sont mises en œuvre à une échelle opérationnelle et dans des conditions permettant d'atteindre les impacts fixés au premier paragraphe du critère d'attribution "Impact" (*voir ci-dessous*).
- Soutenir l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la législation et de la politique de l'UE, notamment en améliorant la gouvernance à tous les niveaux, en particulier en renforçant les capacités des acteurs publics et privés et la participation de la société civile
- Catalyser le déploiement à grande échelle de solutions techniques et politiques réussies pour la mise en œuvre de la législation et de la politique de l'UE en reproduisant les résultats, en intégrant les objectifs connexes dans d'autres politiques et dans les pratiques des secteurs public et privé, en mobilisant les investissements et en améliorant l'accès au financement.

Les SAPs sont un outil flexible à la disposition des entités de tous les secteurs (public, non gouvernemental et privé).

Ils peuvent être close-to-market (c'est-à-dire qu'ils visent non seulement à fournir des solutions environnementales améliorées, mais aussi à faire en sorte que ces solutions soient largement adoptées par la société en général et, plus particulièrement, par l'économie grâce à une approche explicitement axée sur le marché). Dans ce cas, les candidats devront mettre en évidence des informations spécifiques liées au marché dans leur formulaire de candidature (*par exemple, la capacité de production prévue, le marché de référence, la faisabilité économique, etc.*)

Les demandes de SAPs sont généralement attendues dans le cadre des sous-programmes "Atténuation du changement climatique et adaptation", "Économie circulaire et qualité de vie" et "Transition vers l'énergie propre".

## LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCM - Atténuation du changement climatique

### Objectifs

Les projets relevant du domaine prioritaire "Atténuation du changement climatique" soutiendront la mise en œuvre du "Green Deal" européen en contribuant aux objectifs et aux cibles définis dans la loi européenne sur le climat et à l'objectif intermédiaire de l'Union en matière de climat, qui consiste à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030.

La législation et l'action politique de l'UE en matière de climat visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre sont les suivantes :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément à l'objectif de neutralité climatique de l'UE dans la loi climatique de l'UE Système d'échange de quotas d'émission de l'UE
- L'élaboration de politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs relevant de la directive sur la répartition de l'effort (ESR)
- La promotion de zéro et quasi nulles d'émissions la mobilité et carburants pour le transport durable
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation des sols, de l'agriculture et de la sylviculture
- La promotion de pratiques de gestion durable et côtière, y compris l'augmentation du piégeage du carbone dans les écosystèmes
- La promotion des énergies renouvelables et l'amélioration des solutions en matière d'efficacité énergétique
- L'élimination progressive des gaz à effet de serre fluorés et des substances qui appauvrissent la couche d'ozone
- La promotion de solutions pour le captage et l'utilisation du carbone, le captage et le stockage du carbone et l'élimination du carbone

### Domaines d'intervention

#### **1. Récupération, recyclage et valorisation des substances appauvrissant la couche d'ozone dans les mousses et adéquation des solutions de remplacement des gaz à effet de serre fluorés et de leur récupération, valorisation et recyclage**

Les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO), telles que les chlorofluorocarbones (CFC), nuisent à la couche d'ozone et sont également de puissants gaz à effet de serre. Le règlement de l'UE sur l'ozone (règlement (UE) 2024/590)<sup>14</sup> est le plus strict au monde. Il met en œuvre et dépasse les exigences du protocole de Montréal en éliminant progressivement les SAO avant la date prévue. Les projets doivent soutenir la politique de l'UE en matière d'ozone en réduisant au minimum l'utilisation des SAO, en explorant des solutions de remplacement et en récupérant ces produits chimiques pour les recycler ou les remettre en état.

Les gaz à effet de serre fluorés (gaz F) ont été introduits pour remplacer les SAO, mais sont également de puissants gaz à effet de serre. Le règlement actualisé sur les gaz fluorés (règlement (UE) 2024/573)<sup>15</sup> renforce les restrictions sur l'utilisation des gaz fluorés dans les nouveaux équipements et pour l'installation, l'entretien et le déclassement des équipements, y compris l'utilisation de l'hexafluorure de soufre (SF6) dans les appareillages de connexion, y compris l'élimination progressive des hydrofluorocarbures (HFC) d'ici à 2050, allant ainsi au-delà de l'amendement de Kigali du protocole de Montréal. Les projets doivent contribuer à la mise en œuvre de l'amendement de Kigali et du règlement de l'UE sur les gaz fluorés en facilitant la réduction de l'utilisation et des émissions des gaz fluorés couverts par le règlement de l'UE, y compris l'élimination progressive des HFC.

Les pompes à chaleur, qui utilisent souvent des HFC comme réfrigérants, sont essentielles pour décarboniser le chauffage et jouent un rôle clé dans la politique climatique et énergétique de l'UE. Leur déploiement rapide dans le secteur du bâtiment est essentiel pour atteindre l'objectif climatique de 2030 et la

<sup>14</sup> Règlement (UE) 2024/590 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et abrogeant le règlement (CE) n° 1005/2009 (JO L, 2024/590, 20.02.2024).

<sup>15</sup> Règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 concernant les gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n° 517/2014 (JO L, 2024/573, 20.2.2024), ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/573/oj>.

neutralité climatique d'ici 2050, avec le [plan REPowerEU](#)<sup>16</sup> visant à accélérer leur déploiement en réponse à la crise du gaz naturel due aux récents événements géopolitiques.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui traitent des sujets suivants

- **Récupération, recyclage et valorisation des substances appauvrissant la couche d'ozone et des gaz à effet de serre fluorés dans les mousses.** Les mousses d'isolation constituent une source importante d'émissions de ODS et de gaz fluorés. Les émissions se produisent lorsque les bâtiments utilisant ces mousses sont rénovés ou démolis et que les mousses sont écrasées ou déchiquetées (ce qui libère les ODS et les gaz fluorés de la mousse). En outre, des émissions importantes se produisent lorsque des mousses relativement intactes provenant de déchets de construction et de démolition sont mises en décharge sans traitement. Des projets de démonstration ou de meilleures pratiques soutenant et garantissant une récupération et un recyclage/récupération efficaces des ODS et des gaz fluorés contenus dans les mousses d'isolation sont recherchés.
- **Récupération, régénération et recyclage des gaz à effet de serre fluorés.** À la fin de la durée de vie des équipements/produits utilisant des gaz à effet de serre fluorés, il est important que ces gaz soient récupérés de manière efficace et, de préférence, recyclés ou régénérés en vue d'une réutilisation, si cela est autorisé.
- **Disponibilité d'alternatives appropriées aux gaz fluorés.** Dans la plupart des secteurs utilisant des HFC, il existe aujourd'hui des solutions de remplacement. Toutefois, dans quelques domaines d'application, il est urgent d'innover davantage et/ou de démontrer l'adéquation (sécurité, coûts, efficacité énergétique, adaptation à l'objectif) de solutions de remplacement respectueuses du climat. En outre, l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>), le trifluorure d'azote (NF<sub>3</sub>) et les hydrocarbures perfluorés (PFC) ont un potentiel de réchauffement climatique particulièrement élevé (jusqu'à 25 000 fois plus que le CO<sub>2</sub>).

Projets de démonstration, projets pilotes ou projets de meilleures pratiques montrant l'utilisation de solutions de remplacement des gaz fluorés à faible PRP ou sans PRP :

- Types et applications des équipements de climatisation et de réfrigération, des ORC (Organic Rankine Cycles) ou des pompes à chaleur qui utilisent encore des gaz fluorés ; en particulier, dans le cadre de REPowerEU : projets de démonstration pour les pompes à chaleur de taille moyenne d'une capacité supérieure à 12 kW utilisant des fluides frigorigènes dont le PRP est inférieur à 150.
- Applications de niche de produits et d'équipements pour lesquels il n'existe pas d'alternatives aux gaz fluorés.
- Améliorer la conception des systèmes pour résoudre les problèmes d'inflammabilité et de pression afin d'encourager l'utilisation de réfrigérants naturels (par exemple, les hydrocarbures, le CO<sub>2</sub>) pour tout type d'équipement utilisant des gaz fluorés.
- Types et applications d'appareillage électrique qui utilisent encore le SF<sub>6</sub> ou d'autres substances à fort potentiel de réchauffement planétaire.
- Gaz à effet de serre fluorés (en particulier SF<sub>6</sub>, NF<sub>3</sub> et PFC) utilisés dans les processus de fabrication tels que comme dans l'industrie électronique (semi-conducteurs, photovoltaïque) et d'autres processus industriels pour lesquels il n'existe pas de solutions de rechange à l'utilisation des gaz fluorés.
- **Suppression des obstacles posés par les normes.** Les normes dans le domaine de la réfrigération, de la climatisation et des pompes à chaleur constituent un autre obstacle important à l'utilisation de solutions de remplacement des gaz fluorés respectueuses du climat. Une lacune majeure est la disponibilité toujours limitée d'informations pertinentes sur la gestion

<sup>16</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Plan REPowerEU, COM/2022/230 final.

et la minimisation des risques pour les réfrigérants inflammables, en particulier les hydrocarbures, aux organismes de normalisation compétents.

Les projets de démonstration, pilotes ou de meilleures pratiques doivent montrer comment les risques liés aux réfrigérants inflammables, en particulier les hydrocarbures, sont minimisés lors de la conception, de l'utilisation, de l'entretien et de l'élimination des équipements afin de maximiser les charges de réfrigérant sans compromettre la sécurité. La minimisation des risques doit être guidée par des données objectives. L'élaboration de spécifications techniques supplémentaires pour l'installation et l'exploitation d'alternatives inflammables, en particulier les hydrocarbures, dans les normes pertinentes pour les technologies de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur, à l'appui du processus de normalisation en cours, est particulièrement demandée. Il pourrait s'agir de rassembler des informations pertinentes existantes et de nouvelles études complémentaires en laboratoire et sur le terrain pour soutenir processus de normalisation et les travaux des comités de normalisation existants.

## 2. Actions visant à soutenir le passage à une mobilité sans émissions dans le transport routier

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets portant sur la mobilité zéro émission<sup>17</sup> et contribuant à la mise en œuvre des [plans de mobilité urbaine durable et des](#) actions spécifiques prévues par la [stratégie de l'UE en faveur de la mobilité durable et intelligente](#)<sup>(18)</sup>, ce qui entraînera une réduction substantielle (dans le cadre du projet) de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, complétant ainsi le système d'échange de quotas d'émission (ETS2).

Tous les leviers politiques doivent être actionnés :

1. Des mesures visant à réduire de manière significative la dépendance actuelle à l'égard des combustibles fossiles, notamment par l'intégration de véhicules sans émissions et de systèmes d'énergie renouvelable ;
2. Une action décisive pour orienter davantage d'activités vers des modes de transport et des schémas de mobilité plus durables pour les personnes et les marchandises ;
3. Réaliser des économies d'énergie et de ressources qui peuvent être partagées de manière socialement équitable au sein de la communauté cible, ouvrant ainsi la voie à l'intégration des actions réussies dans les plans de climat social et les plans de mobilité urbaine durable ;
4. Fournir de l'énergie et des ressources ;
5. L'internalisation des coûts externes.

En ce qui concerne le transport routier, bien qu'il connaisse une croissance rapide, la proportion de véhicules à zéro émission et à zéro pollution dans le parc automobile est aujourd'hui bien trop faible. Les normes sur les émissions de CO<sub>2</sub> et de polluants atmosphériques, le système d'échange de quotas d'émission (ETS2) et les règles relatives aux marchés publics seront les principaux moteurs de la transition vers une mobilité zéro émission dans le transport routier et, grâce à l'augmentation de l'offre véhicules zéro émission, rendront la mobilité durable plus abordable pour tous.

Les flottes et les services à zéro émission seront encouragés, en améliorant l'analyse de rentabilité pour les utilisateurs, en contribuant aux économies d'échelle, à leur intégration dans le système de réseau énergétique - notamment la production d'électricité et de SER - ainsi qu'à la création d'un écosystème, également par le biais du développement/de la reconversion du secteur des composants.

Les projets privilégiés peuvent porter sur les thèmes suivants, qui ne sont pas exhaustifs, et présenter un caractère innovant :

- Infrastructures dédiées aux véhicules et à la mobilité zéro émission, y compris des points de recharge rapides et ultrarapides pour les véhicules légers et les poids lourds, avec ou sans

<sup>17</sup> Voir la définition des termes "véhicule lourd à émissions nulles" et "véhicule lourd à faibles émissions" dans le [règlement \(UE\) 2019/1242](#) et la définition des termes "véhicule à émissions nulles et à faibles émissions" dans le [règlement \(UE\) 2019/631](#). En particulier, les véhicules purement électriques et à hydrogène sont considérés comme des véhicules à zéro émission.

<sup>18</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Stratégie pour la mobilité durable et intelligente - mettre le transport européen sur la voie de l'avenir, COM/2020/789 final.

stockage d'énergie ; veuillez noter le déploiement à grande échelle de l'infrastructure d'approvisionnement en carburants alternatifs est déjà couvert par la facilité d'infrastructure pour les carburants alternatifs dans le cadre du programme "Connecting Europe Facility - Transport"<sup>19</sup>.

- Installations de ravitaillement en hydrogène à 700 bars, y compris la production d'hydrogène vert.
- Suppression des obstacles techniques qui menacent le marché unique de l'UE, en tant qu'exigences des conditions techniques nationales spécifiques.
- Solutions de recharge intelligente, c'est-à-dire introduction d'une recharge intelligente et bidirectionnelle permettant de réduire considérablement les investissements dans les réseaux d'énergie et contribuant à l'intégration des systèmes énergétiques.
- Propositions visant à réduire de manière significative l'intensité énergétique des modèles de transport et de mobilité grâce à la fourniture de nouveaux services de mobilité et de logistique à zéro émission, dépassant les modèles basés sur la possession de voitures privées.
- Intégration avec les communautés énergétiques de manière à atténuer la pauvreté dans les transports en donnant accès à une électricité renouvelable bon marché, ce qui permet de réduire la facture d'électricité et de faciliter la transition des combustibles fossiles vers une mobilité alimentée par l'énergie électrique.
- Actions exploitant les capacités de numérisation pour maximiser l'efficacité globale du système énergétique et l'apport des SER produites localement.
- Initiatives créant des synergies évidentes avec le réseau énergétique et en particulier les réseaux transeuropéens d'énergie (RTE-E).

### **3. Décarbonisation des autres modes de transport, promotion de l'intermodalité et du transfert modal**

Conformément au cadre réglementaire de l'UE, tous les modes de transport doivent contribuer à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les modes de transport à longue distance, notamment l'aviation, le rail et le transport maritime, doivent relever le défi de réduire leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des sources d'énergie, tout en continuant à améliorer l'efficacité et la fiabilité des services fournis, tout en augmentant la flexibilité dans le choix des moyens de transport.

Les mesures politiques existantes abordent la transition de tous les modes de transport vers la neutralité climatique en s'attaquant à la fois à l'offre et à la demande. Les projets dans les modes de transport non routiers et intermodaux sont encouragés à être des volants d'inertie pour ces mesures politiques en contribuant dans leur propre domaine d'intervention spécifique à réduire considérablement la dépendance aux combustibles fossiles.

Les propositions sont invitées à examiner le déploiement de solutions qui représentent une amélioration rapport à l'un des éléments suivants ou à leur combinaison : innovation technologique, aspects opérationnels, compétences et besoins de requalification, structures organisationnelles et modèles d'entreprise, flux d'informations.

Options technologiques réduisant l'énergie nécessaire à la réalisation d'un service de transport donné. Les exemples peuvent inclure : la réduction du poids, l'amélioration de l'efficacité des systèmes de propulsion, des caractéristiques aérodynamiques et hydrodynamiques, le développement et le maintien des taux de recyclage des infrastructures énergétiques et des installations de stockage de l'énergie.

Aspects opérationnels dans les hubs (ports et aéroports). Les exemples peuvent inclure : des solutions visant à optimiser la capacité, basées sur des outils de suivi et de prévision, des systèmes de tarification modulaires basés sur les impacts environnementaux et les profils d'émissions, incitant à des chargements et déchargements plus durables, efficaces et diversifiés pour les passagers, le fret et le personnel.

Solutions intermodales déployant des concepts de synchro-modalité à grande échelle pour optimiser les modes et les itinéraires grâce, par exemple, à la réservation de services sans mode, au partage intégré de données et au passage flexible d'un mode à l'autre, en développant des systèmes tels que la

<sup>19</sup> [https://cinea.ec.europa.eu/programmes/connecting-europe-facility/transport-infrastructure\\_en](https://cinea.ec.europa.eu/programmes/connecting-europe-facility/transport-infrastructure_en)

mobilité en tant que service, notamment dans le cadre des plans de mobilité urbaine durable. Les projets consacrés à des solutions interopérables contribuant à lever les obstacles techniques entravent l'accès au marché unique de l'UE présentent un intérêt particulier, de même que les projets établissant des synergies avec les réseaux RTE-T et RTE-E.

Le déploiement à grande échelle de solutions de transport à faible émission ou sans émission de carbone doit s'accompagner d'une formation et d'un recyclage adéquats de la main-d'œuvre, qui devraient faire partie intégrante des projets proposés.

#### **4. Augmenter la production et l'utilisation des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique**

Le thème de l'atténuation du changement climatique encourage les activités liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, qui ne répondent pas aux exigences spécifiques des appels définis dans le cadre du sous-programme LIFE Transition énergétique propre.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui répondent aux objectifs du [plan REPowerEU](#)<sup>20</sup>, du [Clean Industrial Deal](#)<sup>21</sup> et du [Net Zero Industry Act](#)<sup>22</sup>, qui soutiennent la résilience de l'économie de l'UE tout en atteignant l'objectif de neutralité climatique<sup>23</sup>.

**REPowerEU** - Production de biogaz et de biométhane à partir de flux de déchets et de résidus.

Projets contribuant à l'élaboration d'un dossier commercial circulaire et à la démonstration d'une production durable et innovante de biogaz et de biométhane qui utilise des flux de déchets et de résidus (c'est-à-dire l'annexe IX de la directive (UE) 2018/2001<sup>24</sup> sur les matières premières) pour produire du biogaz et du digestat ou du charbon végétal pour les marchés. Il peut s'agir de projets basés sur la digestion anaérobie, pour autant que ces projets utilisent principalement des flux de déchets et de résidus en codigestion, ainsi que sur la gazéification de la biomasse, qui respectent les exigences relatives aux critères de durabilité et de réduction des gaz à effet de serre de la directive [\(UE\) 2018/2001](#) et révisées par la directive (UE) 2023/2413<sup>25</sup>. Les projets couvriront la chaîne d'approvisionnement de la biomasse depuis la source jusqu'à la production et la fourniture de biogaz. Dans la mesure du possible, les projets sont fortement encouragés à donner la priorité à la transformation en biométhane et à l'injection dans le réseau de gaz, plutôt qu'à l'utilisation du biogaz dans une centrale de cogénération. Outre la production de biogaz, la digestion anaérobie et la gazéification produisent respectivement du digestat et du biochar, qui sont des outils supplémentaires pour contribuer à l'atténuation du changement climatique et améliorer le modèle économique de la production de biogaz. Les projets sont encouragés à inclure la valorisation monétaire du digestat ou du biochar ainsi qu'à intégrer la production de biogaz et de biométhane dans des solutions énergétiques entièrement circulaires et décarbonées.

<sup>20</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Plan REPowerEU, COM/2022/230 final.

<sup>21</sup> [https://commission.europa.eu/topics/eu-competitiveness/clean-industrial-deal\\_en](https://commission.europa.eu/topics/eu-competitiveness/clean-industrial-deal_en)

<sup>22</sup> Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre mesures destiné à renforcer l'écosystème européen de fabrication de produits à technologie nette zéro (Net Zero Industry Act).

<sup>23</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Plan REPowerEU, COM/2022/230 final.

<sup>24</sup> Directive [\(UE\) 2018/2001](#) du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (JO L 328 du 21.12.2018, p. 82).

<sup>25</sup> Directive [\(UE\) 2023/2413](#) du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001, le règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil (JO L, 2023/2413, 31.10.2023).



## 5. Actions visant à réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre dans la production industrielle et la gestion des déchets

Pour atteindre les objectifs fixés par la [loi européenne sur le climat](#), il est nécessaire de réaliser des investissements importants dans l'innovation industrielle et les installations de démonstration. Dans ce contexte, le programme LIFE soutient le développement et la mise en œuvre d'une fabrication et d'un traitement avancés de technologies et de solutions propres, ainsi que la réduction de l'utilisation matières premières primaires. Ces éléments sont essentiels pour la transition de l'économie de l'UE vers la neutralité climatique et pour les industries de l'UE<sup>26</sup>.

Les propositions doivent être axées et ciblées sur les industries de l'UE et la gestion des déchets, en mettant l'accent sur les industries à forte consommation d'énergie et leur chaîne d'approvisionnement, et en particulier sur les industries susceptibles d'être exposées à un risque important de fuite de carbone.

**La priorité sera accordée aux projets axés sur le développement et la démonstration de technologies et de procédés innovants et rentables**, dans le but de réduire l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES) des industries de fabrication et de transformation, ainsi que la gestion des déchets. Les candidats à ce type de projets sont invités à prendre en considération les caractéristiques clés suivantes :

- **Les propositions doivent se concentrer sur la conception, le développement et la mise en œuvre de solutions innovantes**, principalement par le biais de programmes de démonstration ayant un impact à long terme, y compris dans des environnements industriels réels. Les projets doivent fournir des solutions, des procédés et des technologies économiquement viables, de nouvelles matières premières ou de nouveaux produits qui permettent une réduction significative de l'intensité spécifique des émissions de gaz à effet de serre. Les propositions sont encouragées à déclencher l'évolution des meilleures techniques disponibles<sup>27</sup>. Les investissements doivent constituer une étape vers des opérations neutres sur le plan climatique.
- **Les activités doivent débuter au minimum au niveau 5 de maturité technologique et viser au maximum le niveau 8-9 de maturité technologique.** Les candidats peuvent proposer des travaux préparatoires, tels que l'élaboration de stratégies et d'études de pré faisabilité sur des solutions innovantes, à condition qu'ils soient utilisés pour le développement d'activités concrètes mises en œuvre au cours du projet. Les activités devraient être menées par les industries avec le soutien de partenaires et de fournisseurs de technologie.
- Solutions qui améliorent la récupération, le recyclage et la réutilisation des, de manière à réduire l'utilisation et le traitement à forte intensité de CO<sub>2</sub> des matières premières primaires. Les projets qui combinent des travaux sur l'amélioration de la collecte et de la séparation avec la récupération, le recyclage et la réutilisation des déchets sont éligibles. Toutefois, **les projets qui se concentrent uniquement sur la collecte et/ou la séparation des flux de déchets doivent être présentés dans le cadre du sous-programme LIFE Économie circulaire.**
- Les propositions **peuvent porter sur une variété de solutions et de processus technologiques** susceptibles d'avoir des applications généralisées ou combiner différentes technologies et différents processus dans les différents secteurs. La coopération entre les secteurs industriels est encouragée et les candidats doivent, dans la mesure du possible, rechercher des synergies, y compris des possibilités de financement par des programmes nationaux/régionaux de recherche, d'innovation ou de lutte contre le changement climatique et/ou des financements cumulatifs.
- Les projets devraient renforcer le leadership industriel de l'Europe dans les domaines de la fabrication et de la transformation de pointe, ainsi que de la gestion des déchets. Ils favorisent l'emploi, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, et ouvrent de nouveaux débouchés dans ce domaine.

<sup>26</sup> Rapport entre les émissions directes de GES et les unités de production d'une activité.

<sup>27</sup> Les meilleures techniques disponibles sont définies dans les documents de référence pertinents sur les meilleures techniques disponibles et sont conformes aux critères de référence fixés dans la décision d'étalonnage. <https://eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference>



## 6. Élaboration et mise en œuvre de pratiques de gestion des terres et des côtes ayant un impact sur les émissions et l'absorption du carbone, y compris la conservation et le renforcement des puits de carbone naturels dans les sols et les forêts et le stockage du carbone dans des produits durables.

Le secteur des terres a un rôle important à jouer dans la réalisation des objectifs ambitieux de l'UE en matière d'atténuation du changement climatique. Il peut y contribuer en augmentant sa capacité à stocker et à piéger le carbone, en réduisant ses émissions et en fournissant à d'autres secteurs des matériaux renouvelables et circulaires d'origine biologique qui sont moins générateurs de gaz à effet de serre que les matériaux d'origine fossile et qui ont la capacité de stocker le carbone à long terme. Ces objectifs d'atténuation doivent être poursuivis en synergie avec d'autres objectifs importants liés aux terres, tels que l'adaptation au changement climatique et la protection de la biodiversité.

Pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, comme l'exige la [loi européenne sur le climat](#), l'UE a fixé des objectifs nationaux ambitieux pour 2030 dans le cadre de la législation sur le climat qui est pertinente pour le secteur des terres, à savoir règlement sur la répartition de l'effort<sup>28</sup> (qui couvre les émissions de l'agriculture) et le règlement sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie<sup>29</sup> (UTCATF). Le [règlement sur les absorptions de carbone et la culture du carbone](#)<sup>30</sup> a été publié au Journal officiel de l'UE en décembre 2024, créant le premier cadre volontaire à l'échelle de l'UE pour la certification des absorptions de carbone, de la culture du carbone et du stockage du carbone dans les produits à travers l'Europe. En établissant des critères de qualité de l'UE et en définissant des processus de suivi et d'établissement de rapports, le règlement CRCF facilitera les investissements dans les technologies innovantes d'élimination du carbone, ainsi que dans les solutions durables d'agriculture du carbone, tout en luttant contre l'écoblanchiment.<sup>(31)</sup> La [communication de la Commission européenne intitulée "Une vision pour l'agriculture et l'alimentation"](#)<sup>32</sup> de février 2025 souligne que les agriculteurs doivent être activement soutenus pour récolter les bénéfices de l'innovation et des nouveaux modèles commerciaux, y compris des crédits carbone et nature, en tant que sources de revenus complémentaires. La vision souligne que le secteur agricole européen joue un rôle important dans la transition vers une économie à faible émission de carbone et que les agriculteurs devraient être récompensés pour l'adoption de pratiques respectueuses de la nature. Dans ce contexte politique, les projets d'action standard relevant de ce domaine d'intervention devraient être conformes à la fois à l'ambition plus élevée de l'UE en matière d'atténuation et à l'objectif de fournir aux acteurs individuels des incitations financières pour le piégeage et le stockage du carbone dans les terres.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui traitent des sujets suivants

- Pratiques qui augmentent l'absorption du carbone dans les sols et la biomasse (par exemple, gestion améliorée des forêts, boisement, agroforesterie, cultures dérobées).
- Les pratiques qui protègent les stocks de carbone existants dans les sols et la biomasse (par exemple, la restauration des tourbières).
- Utilisation de la biomasse récoltée dans des produits durables pour assurer le stockage à long terme du carbone (par exemple, production et promotion de matériaux de construction biosourcés).
- Utilisation circulaire de produits biosourcés (réutilisation/recyclage) et utilisation de produits biosourcés autres que le bois (chanvre, résidus agricoles, ...).
- Pratiques qui réduisent les émissions autres que le CO<sub>2</sub> provenant des activités agricoles (par exemple, engrais biologiques et circulaires, gestion durable du bétail et du fumier).

Promouvoir une approche de l'**agriculture favorisant la séquestration du carbone** et contribuer aux

<sup>28</sup> Règlement (UE) 2018/842 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre des États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013.

<sup>29</sup> Règlement (UE) 2018/841 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à l'inclusion émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre climatique et énergétique pour 2030, et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013 et la décision n° 529/2013/UE.

<sup>30</sup> [Règlement \(UE\) 2024/3012](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 établissant un cadre de certification de l'Union pour l'absorption permanente du carbone, l'agriculture du carbone et le stockage du carbone dans les produits.

<sup>(31)</sup> [https://climate.ec.europa.eu/eu-action/carbon-removals-and-carbon-farming\\_en#eu-carbon-removals-and-carbon-farming-certification-crcf-regulation](https://climate.ec.europa.eu/eu-action/carbon-removals-and-carbon-farming_en#eu-carbon-removals-and-carbon-farming-certification-crcf-regulation)

<sup>32</sup> [Vision pour l'agriculture et l'alimentation - Commission européenne](#)

objectifs pour la certification des absorptions de carbone et l'agriculture carbone, les projets sont fortement encouragés à inclure un ou plusieurs des éléments suivants :

- Développement et adoption de méthodologies de suivi, d'établissement de rapports et de vérification au niveau des parcelles afin de permettre une certification solide des impacts sur le climat et des co-bénéfices en matière de biodiversité.
- Développement et adoption de programmes d'agriculture carbone fondés sur des approches collectives mises en œuvre par un groupe d'opérateurs en vue d'accroître les effets sur le climat et la biodiversité.
- Implication des autorités publiques pour faciliter l'utilisation des données existantes et pour intégrer les informations recueillies grâce à la surveillance au niveau des parcelles dans des bases de données spatialement explicites, dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques au niveau régional ou national (par exemple, inventaires de GES, plans stratégiques nationaux pour la PAC, plans forestiers, etc.)
- Développement de modèles commerciaux pour rémunérer les acteurs individuels sur la base des résultats des pratiques de gestion des terres respectueuses du climat (par exemple, vente de certificats d'élimination du carbone aux parties prenantes locales ou tout au long de la chaîne de valeur), avec des récompenses supplémentaires pour les co-bénéfices pertinents en matière d'adaptation au climat ou de biodiversité.

Afin de promouvoir l'approche du **stockage du carbone dans les bâtiments** et de contribuer aux objectifs du cadre pour la certification du stockage à long terme du carbone biogénique dans les bâtiments, les projets sont fortement encouragés à inclure un ou plusieurs des éléments suivants :

- Développement et mise à jour des systèmes de certification du stockage du carbone dans les bâtiments, en s'inspirant des développements de la méthodologie du CRCF sur le stockage à long terme du carbone biogénique dans les bâtiments, afin de permettre une certification solide qui s'intègre de manière transparente dans les processus de certification des bâtiments.
- Implication des autorités publiques pour développer une approche intégrée, potentiellement au niveau de la ville, contribuant éventuellement à l'indicateur de stockage du carbone dans les plans nationaux de rénovation des bâtiments.
- Développement de modèles économiques pour reconnaître les avantages climatiques de la mise en œuvre de pratiques de construction respectueuses du climat (par exemple, vente de certificats d'élimination du carbone aux parties prenantes locales ou tout au long de la chaîne de valeur, conditions de prêt hypothécaire favorables, marchés publics écologiques), avec des récompenses supplémentaires pour les avantages connexes liés à l'adaptation au climat ou à la biodiversité.

Les projets sont encouragés à développer des synergies avec les projets financés dans le cadre du programme Horizon Europe et la mission Horizon Europe "A Soil Deal for Europe".

## 7. Solutions industrielles pour l'élimination, la capture et l'utilisation et/ou le stockage du carbone

L'UE s'est engagée à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 et a fixé l'objectif de réduire les émissions d'au moins 55 % d'ici 2030. Au-delà de 2030, la communication de la Commission sur l'objectif 2040 recommande une réduction nette allant jusqu'à 90 % d'ici 2040, notamment en éliminant environ 75 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an d'ici 2040 grâce à des solutions industrielles (et environ 114 millions de tonnes provenant de l'élimination industrielle par an d'ici 2050). Pour atteindre ces objectifs, des investissements importants seront nécessaires pour développer les solutions industrielles de captage et d'élimination du CO<sub>2</sub>.

Dans ce contexte politique, les projets relevant de ce domaine d'intervention devraient être conformes aux ambitions de l'UE et soutenir le développement de **tous les maillons de la chaîne de valeur pour le captage et l'utilisation et/ou le stockage du carbone**<sup>33</sup>.

L'appel LIFE 2025 encourage les projets visant à extraire le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère ou de sources biogènes afin de le stocker de manière sûre et durable, en particulier :

- L'amélioration de l'altération des roches,
- L'élimination du carbone par le biochar,
- Des installations bioCCS de petite taille et/ou modulaires,
- L'augmentation de l'alcalinité des océans,
- La capture directe de l'océan.

Les projets sont encouragés à se concentrer sur l'un ou l'ensemble des éléments suivants :

- L'expérimentation de technologies et de processus innovants et rentables en termes de ressources et de coûts,
- Le renforcement des capacités de mesure, de suivi, de notification et de vérification des flux de carbone,
- Développer des modèles commerciaux pour favoriser l'adoption de solutions d'élimination du carbone.

#### Champ d'application - Activités pouvant être financées

Le présent appel à propositions vise les projets d'action standard (SAP) destinés à atteindre les objectifs du sous-programme sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation. Les SAP sont définis dans la section 2 (Type d'action) tandis que les objectifs généraux du sous-programme sont définis dans la section 1 ("Atténuation du changement climatique et adaptation").

Les pays tiers associés au programme LIFE : L'évaluation de chaque proposition sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord d'association concerné.

#### Impact attendu

Les candidats doivent définir, calculer, expliquer et obtenir les impacts attendus, tels que décrits dans le critère d'attribution "Effets" (voir section 9).

Toutes les propositions LIFE devront rendre compte des résultats et des impacts attendus en tenant compte des indicateurs de projet LIFE (IPV). Ces indicateurs contribueront à évaluer l'impact des propositions LIFE sur le niveau environnemental mais aussi socio-économique (par exemple, par des actions ayant un impact sur l'économie et la population locales).

Les candidats doivent examiner les indicateurs pertinents dans la partie C du formulaire de candidature eGrant et les compléter avec l'impact estimé du projet. Les données de la partie C doivent être cohérentes avec la description des impacts de la section 2 de la partie B du formulaire de demande.

Des informations plus détaillées sur la base de données des indicateurs du projet LIFE seront demandées pendant la période de mise en œuvre du projet.

#### Taux de financement

Projets d'action standard (SAP) - Taux de financement maximal de 60 %.

En cas de contribution d'un cofinanceur, veuillez télécharger la déclaration signée correspondante dans les annexes facultatives.

---

<sup>33</sup> La construction d'infrastructures de captage et de stockage du carbone à grande échelle et les projets à grande échelle sont considérés comme dépassant le champ d'application du programme LIFE et sont soutenus par d'autres programmes de l'UE (par le mécanisme Connecting Europe Facility pour les pipelines de transport de CO<sub>2</sub> ou le Fonds pour l'innovation).

## LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCA - Adaptation au changement climatique

### Objectifs

Le changement climatique a des effets considérables, qui vont des incendies de forêt, vagues de chaleur, sécheresses, inondations et autres phénomènes extrêmes sans précédent à des processus à évolution lente comme la désertification, la perte de biodiversité, l'acidification des océans ou l'élévation du niveau de la mer.

Les projets relevant de ce domaine prioritaire devraient contribuer à

- Assurer des progrès continus dans l'amélioration de la capacité d'adaptation, le renforcement de la résilience et la réduction de la vulnérabilité au changement climatique, comme l'exige l'article 5 de la [loi européenne sur le climat](#).
- Réaliser la vision à long terme de la [stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique](#)<sup>34</sup> selon laquelle, en 2050, l'UE sera une société résiliente face au climat et pleinement adaptée aux effets inévitables du changement climatique.
- Réduire la vulnérabilité aux risques décrits dans l'évaluation européenne des risques climatiques<sup>35</sup>
- Traiter les principes mentionnés dans la communication de la Commission sur la gestion des risques climatiques<sup>36</sup>

Plus précisément, les projets relevant de cet appel doivent

- **Rendre l'adaptation plus intelligente et notamment fournir des outils permettant de responsabiliser les propriétaires de risques** (des données solides et des outils d'évaluation des risques accessibles à tous ; des outils permettant d'évaluer les options d'adaptation et de faciliter la prise de décision et d'autres évaluations récentes des risques climatiques et de la vulnérabilité réalisées au niveau national, régional et local afin d'encourager les demandeurs à utiliser réellement les données et les études disponibles pour justifier leur logique d'intervention et leur sélection de sites ;
- **Rendre l'adaptation plus systémique et améliorer la gouvernance** (intégrer les considérations de résilience climatique dans tous les domaines politiques pertinents, améliorer l'aménagement du territoire, intégrer les risques climatiques dans la planification et l'entretien des infrastructures critiques) ;
- **Accélérer l'adaptation** (développer et déployer des solutions d'adaptation qui nous permettent de nous adapter plus rapidement et de manière plus complète).

En outre, les projets doivent veiller à **éviter la maladaptation**, c'est-à-dire les actions ou pratiques d'adaptation destinées à un groupe de personnes et qui les rendent en fait plus vulnérables au changement climatique.

Afin de contribuer à ces objectifs, les projets doivent présenter une **logique d'intervention claire et convaincante** qui détaille :

- Les **risques et vulnérabilités climatiques** spécifiques à prendre en compte, conformément à l'évaluation européenne des risques climatiques récemment publiée ;
- L'adéquation **des options et méthodes d'adaptation proposées** pour minimiser les risques et vulnérabilités identifiés ;
- La **mise en œuvre** de ces options et méthodes **pendant la durée du projet**, et
- L'approche du **suivi et de l'évaluation des** résultats, y compris après durée du projet.

---

<sup>34</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Forger une Europe résiliente au changement climatique - la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique, COM/2021/82 final.

<sup>35</sup> Évaluation européenne des risques climatiques. Rapport de l'AEE 1/2024. ISBN : 978-92-9480-627-7

<sup>36</sup> COM (2024) 91 final : Gérer les risques climatiques - protéger les personnes et la prospérité. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions.

Pour plus d'informations sur ces quatre étapes, les candidats sont vivement encouragés à consulter l'outil **Adaptation Support Tool (outil de soutien à l'adaptation)** fourni sur le portail<sup>37</sup> web Climate-ADAPT.

Enfin, LIFE call 2025 encourage également les projets qui :

- Établir des relations de travail et des synergies avec les missions de l'UE<sup>38</sup>, "Adaptation au changement climatique" et, le cas, avec "Villes neutres sur le plan climatique et villes intelligentes" ;
- Établir des synergies avec le groupe 1 Santé<sup>39</sup>, le groupe 3 Sécurité civile pour la société<sup>40</sup>, le groupe 5 Climat, énergie et mobilité<sup>41</sup> et le groupe 6 Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement<sup>42</sup> d'Horizon Europe ;
- Établir des synergies avec le cadre climatique et énergétique 2030<sup>43</sup>, le pacte des maires de l'UE<sup>44</sup>, le pacte climatique européen<sup>45</sup>, la stratégie pour la biodiversité à l'horizon 2030<sup>46</sup>, la stratégie forestière de l'UE à l'horizon 2030<sup>47</sup>, la stratégie des sols de l'UE à l'horizon 2030<sup>48</sup>, la gestion européenne des risques de catastrophes<sup>49</sup>, l'Union européenne de la santé<sup>50</sup> et d'autres politiques et initiatives pertinentes dans le cadre du "Green Deal<sup>51</sup>" européen ;
- Travailler en partenariat avec le secteur privé, les villes, les réseaux de villes, les syndicats, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement et les organismes de recherche et d'innovation ;
- Mobiliser des financements supplémentaires pour l'adaptation et des investissements dans la résilience.

### Domaines d'intervention

#### **1. Soutenir l'élaboration de politiques d'adaptation au climat et la révision des stratégies et plans d'adaptation au climat nationaux, régionaux ou locaux**

Les projets dans ce domaine devraient aider les autorités nationales, régionales et locales (y compris les conseils municipaux) à développer et à améliorer des politiques et des stratégies d'adaptation efficaces et fondées sur des données scientifiques. À tous les niveaux politiques et dans tous les secteurs, l'appel LIFE 2025 encourage les projets qui :

- Soutenir la coopération transfrontalière par l'intermédiaire des cadres de coopération des stratégies macro-régionales de l'UE<sup>52</sup> et des stratégies de bassin maritime et autres stratégies maritimes<sup>53</sup>, des programmes de financement Interreg et des possibilités de coopération et de mise en réseau dans le cadre de la politique agricole commune ;
- Soutien à la mise en œuvre des politiques nationales d'adaptation et à la révision des stratégies

<sup>37</sup> <https://climate-adapt.eea.europa.eu/knowledge/tools/adaptation-support-tool>

<sup>38</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eumissions-horizon-europe/adaptation-climate-change\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eumissions-horizon-europe/adaptation-climate-change_fr)

<sup>39</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-appels/horizon-europe/cluster-1-health\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-appels/horizon-europe/cluster-1-health_fr)

<sup>40</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/cluster-3-civil-security-society\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/cluster-3-civil-security-society_fr)

<sup>41</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/cluster-5-climate-energy-and-mobility\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/cluster-5-climate-energy-and-mobility_fr)

<sup>42</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/cluster-6-alimentation-bioéconomie-ressources-naturelles-agriculture-et-environnement\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/cluster-6-alimentation-bioéconomie-ressources-naturelles-agriculture-et-environnement_fr)

<sup>43</sup> [https://climate.ec.europa.eu/eu-action/climate-strategies-targets/2030-climate-targets\\_en](https://climate.ec.europa.eu/eu-action/climate-strategies-targets/2030-climate-targets_en)

<sup>44</sup> <https://eu-mayors.ec.europa.eu/en/home>

<sup>45</sup> [https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/pact\\_en](https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/pact_en)

<sup>46</sup> [https://environment.ec.europa.eu/strategy/biodiversity-strategy-2030\\_en](https://environment.ec.europa.eu/strategy/biodiversity-strategy-2030_en)

<sup>47</sup> [https://environment.ec.europa.eu/strategy/forest-strategy\\_en](https://environment.ec.europa.eu/strategy/forest-strategy_en)

<sup>48</sup> [https://environment.ec.europa.eu/topics/soil-and-land/soil-strategy\\_en](https://environment.ec.europa.eu/topics/soil-and-land/soil-strategy_en)

<sup>49</sup> [https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/civil-protection/european-disaster-risk-management\\_fr](https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/civil-protection/european-disaster-risk-management_fr)

<sup>50</sup> [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union_fr)

<sup>51</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Le Green Deal européen (COM (2019)640 final).

<sup>52</sup> [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/policy/cooperation/macro-regional-strategies\\_en](https://ec.europa.eu/regional_policy/policy/cooperation/macro-regional-strategies_en)

<sup>53</sup> [https://oceans-and-fisheries.ec.europa.eu/ocean/sea-basins/eu-sea-basins\\_en](https://oceans-and-fisheries.ec.europa.eu/ocean/sea-basins/eu-sea-basins_en)

et des plans d'adaptation nationaux, régionaux ou locaux, y compris au niveau sectoriel ;

- Renforcer l'application des principes clés de la gestion des risques climatiques afin de garantir la cohérence des politiques (les risques climatiques sont pris en compte dans la réglementation et le financement ; les risques existants sont réduits en renforçant la résilience, la prévention et la préparation ; gérer les risques résiduels)<sup>54</sup> ;
- Responsabiliser les propriétaires de risques et favoriser l'échange et la mise en œuvre de bonnes pratiques et de solutions aux défis communs d'adaptation entre les régions ultrapériphériques et avec leurs voisins.

## **2. Mise en œuvre<sup>(55)</sup> d'outils de pointe pour l'évaluation des risques climatiques ou la sélection de mesures d'adaptation rentables pour faire face aux menaces climatiques et aux solutions d'adaptation**

Le manque d'accès à des solutions réalisables et à des outils d'aide à la décision permettant d'analyser les options est l'un des principaux obstacles à l'adaptation. Les systèmes d'aide à la décision en matière de résilience climatique et les solutions de réponse rapide pour les décideurs et les praticiens de l'adaptation doivent devenir plus accessibles et plus rapides pour favoriser leur adoption. Le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation sont essentiels pour établir une base solide permettant de mesurer les progrès réalisés en matière d'adaptation.

L'appel LIFE 2025 soutient donc des projets qui améliorent l'approche de l'adaptation fondée sur la connaissance en développant, améliorant, mettant en œuvre et transposant à plus grande échelle :

- L'intégration d'outils et de solutions de pointe pour la modélisation de l'adaptation, l'évaluation des risques, la gestion et l'aide à la décision<sup>56</sup> dans des outils de décision faciles à utiliser ;
- Le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation de l'adaptation ;
- Des outils d'évaluation ex ante des projets pour mieux identifier les co-bénéfices et les impacts positifs sur l'économie des projets d'adaptation et de prévention<sup>57</sup>.

Les outils développés devraient être utilisés dans le cadre de projets pilotes de démonstration par les utilisateurs finaux pendant la durée du projet.

## **3. Élaboration et mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour différents types de zones (rurales, urbaines et côtières)**

La mise en œuvre à grande échelle de solutions fondées sur la nature augmenterait la résilience climatique et contribuerait à la réalisation de plusieurs objectifs du Green Deal.

Les infrastructures "bleues-vertes" sont des solutions polyvalentes "sans regret", qui offrent à la fois des avantages environnementaux, sociaux et économiques et contribuent à renforcer la résilience climatique. Elles comprennent la protection et la restauration des zones humides, des tourbières, des écosystèmes côtiers et marins, le développement d'infrastructures urbaines "bleues-vertes" ou la gestion durable des forêts et des terres agricoles.

<sup>54</sup> Vous pouvez vous référer au concept de risque climatique, aux données et aux sources de connaissances de l'évaluation européenne des risques climatiques (EUCRA).

<sup>55</sup> Il se peut que outils de pointe existants doivent être développés et adaptés pour répondre à des situations locales ou régionales spécifiques.

<sup>56</sup> En ce qui concerne l'état de l'art et les solutions, les candidats sont encouragés à consulter la base de données des résultats de la recherche de l'UE CORDIS, par exemple [Results Packs](#) | CORDIS | Commission européenne (europa.eu) et les thèmes de l'appel correspondants, par exemple [Towards asset level modelling of climate risks and adaptation](#). Vers une modélisation des risques climatiques et de l'adaptation au niveau des actifs), [Developing end-user products and services for all stakeholders and citizens supporting climate adaptation and mitigation](#), [Modelling for local resilience - Developments in support of local adaptation assessments and plans](#) (.

<sup>57</sup> Par exemple, des synergies pourraient être explorées avec les projets financés dans le cadre de l'appel à propositions " [Meilleure compréhension des interactions entre les impacts et les risques du changement climatique, les options d'atténuation et d'adaptation](#)".

L'appel LIFE 2025 encourage les projets qui mettent en œuvre des solutions viables fondées sur la nature pour l'adaptation dans la gestion et la protection des infrastructures critiques et des zones terrestres, côtières et marines, y compris pour la préservation ou l'amélioration des zones naturelles et de la biodiversité.

Il s'agit notamment de projets qui

- Élaborer et mettre en œuvre les évaluations, les orientations, le renforcement des capacités et les approches et produits financiers appropriés nécessaires ; quantifier les avantages des solutions fondées sur la nature mises en œuvre et mieux les communiquer aux décideurs et aux praticiens à tous les niveaux afin d'en assurer l'adoption<sup>58</sup> ;
- De multiplier les investissements dans des solutions fondées sur la nature afin de générer des gains en matière d'adaptation, d'atténuation, de réduction des risques de catastrophe, de biodiversité et de santé ;
- Travailler en synergie avec les approches qui soutiennent l'absorption du carbone par les terres.

#### 4. Protection contre le changement climatique et résilience des infrastructures et des bâtiments

L'environnement bâti, comme les réseaux de transport et d'énergie, les infrastructures de sécurité, de télécommunications, de santé, de gestion de l'eau et des déchets, ou les bâtiments, se caractérise par une longue durée de vie et des coûts d'investissement et d'entretien élevés. Ce secteur doit résister aux extrêmes climatiques actuels et futurs et aux effets du réchauffement de la planète. La stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique comprend donc des actions spécifiques visant à poursuivre la mise à jour des nombreuses orientations de l'UE en matière d'étanchéité au climat pour les nouveaux grands projets d'infrastructure<sup>59,60</sup>, à faire progresser les travaux de normalisation pertinents au niveau de l'UE et à continuer à préparer l'environnement bâti de l'Europe aux effets du changement climatique<sup>61</sup>. Dans ce contexte, les projets portant sur ce domaine d'intervention devraient piloter, déployer et promouvoir des solutions visant à protéger le climat et à renforcer la résilience des bâtiments et des infrastructures, y compris en utilisant des infrastructures "bleues-vertes" et des solutions fondées sur la nature.

L'appel LIFE 2025 encourage les projets qui répondent à cet objectif, ainsi que les projets qui cherchent à :

- Des synergies avec des travaux plus larges sur la prévention et la réduction des risques de catastrophes ;
- L'intégration des considérations relatives à la résilience climatique dans les critères applicables à la construction et à la rénovation des bâtiments et des infrastructures, y compris la coopération avec les organismes de normalisation en vue de protéger les normes contre le changement climatique (telles que les codes de construction nationaux et régionaux et les annexes nationales de la série des Eurocodes), ainsi que l'identification et le dépassement des obstacles qui s'y rapportent ;
- L'intégration des risques climatiques dans l'évaluation de la résilience climatique, dans les conditions climatiques actuelles et futures, de l'environnement bâti existant, c'est-à-dire des infrastructures et des bâtiments, etc. - y compris en ce qui concerne l'intégration du changement climatique dans les processus nationaux pertinents d'évaluation environnementale<sup>62</sup>.

<sup>58</sup> "Evaluating impact of nature-based solutions : a handbook for practitioners", Commission européenne, Direction générale de la recherche et de l'innovation, Office des publications de l'Union européenne, 2021, <https://data.europa.eu/doi/10.2777/244577>.

<sup>59</sup> Communication de la Commission "Orientations techniques sur l'adaptation des infrastructures aux changements climatiques au cours de la période 2021-2027", publiée au Journal officiel de l'UE, JO C373 du 16.9.21, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/23a24b21-16d0-11ec-b4fe-01aa75ed71a1/language-en>

<sup>60</sup> Commission européenne, Direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (ECHO), Overview of natural and man-made disaster risks the European Union may face : 2020 edition, Office des publications, 2021, <https://data.europa.eu/doi/10.2795/1521>.

<sup>61</sup> Par exemple, [Commission européenne DG CLIMA : Guidance on climate adaptation of buildings| Eurocodes : Construire l'avenir](#)

<sup>62</sup> La communication de la Commission intitulée "Orientations techniques concernant l'adaptation des infrastructures aux changements climatiques au cours de la période 2021-2027" (JO C, C/373 du 16.09.2021, p. 1, CELEX : [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52021XC0916\(03\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52021XC0916(03))) fournit des orientations sur la manière de réaliser des synergies, une complémentarité, une intégration et une coordination entre l'adaptation aux changements climatiques, d'une part, et l'évaluation environnementale stratégique (EES) et l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), d'autre part.

## 5. Solutions d'adaptation pour l'agriculture et la sylviculture

Le changement climatique entraînera des conséquences considérables et augmentera les risques pour l'agriculture, la gestion des forêts, Natura 2000 et d'autres formes de gestion des terres, à la fois par l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, mais aussi par des processus à évolution lente tels que la désertification, la perte de biodiversité, l'acidification des océans ou l'élévation du niveau de la mer.

Les projets portant sur ce domaine d'intervention pourraient soutenir la transition vers des formes d'agriculture plus durables et contribuer à accélérer le déploiement de solutions d'adaptation, qui aident les agriculteurs, les gestionnaires de forêts, les gestionnaires de Natura 2000 et d'autres gestionnaires de terres à faire face aux risques climatiques et à identifier et mettre en œuvre des approches d'adaptation appropriées.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui visent à :

- Encourager et soutenir le déploiement de solutions fondées sur la nature par la mise en œuvre d'évaluations, d'orientations et le renforcement des capacités ;
- Encourager et mettre en œuvre des systèmes de boisement, de reboisement, de restauration forestière et de gestion forestière adaptatifs, renforçant la résilience et réduisant les risques climatiques, y compris des approches forestières plus proches de la nature ;
- Encourager une meilleure utilisation de la diversité génétique et des ressources phytogénétiques non nocives et plus résistantes au climat, notamment en élargissant l'offre de matériel de reproduction végétal approprié et de haute qualité, et en encourageant la production et le transfert de semences et de matériel de plantation en collaboration et à l'échelle transnationale, grâce à des politiques et des actions actives ;
- Accélérer et améliorer la fourniture, l'accessibilité et l'utilisation des systèmes d'aide à la décision et des conseils techniques en matière de résilience climatique ;
- Encourager les solutions visant à améliorer la capacité de rétention d'eau du paysage, particulier par le biais d'une planification et d'une gestion participatives du paysage ;
- Promouvoir la transition vers des technologies économes en eau et des pratiques durables dans l'agriculture grâce à des approches fondées sur la connaissance, à l'agroforesterie, aux technologies de pointe (par exemple, l'agriculture de précision) et à des solutions basées sur la nature ;
- Piloter de nouveaux modèles d'entreprise et des incitations financières pour l'adaptation/résilience au climat qui offrent des avantages connexes en matière d'élimination du carbone.

## 6. Gestion de l'eau

L'Europe est de plus en plus confrontée à des situations où l'eau est soit trop abondante, soit insuffisante, et le changement climatique exacerbe le défi du partage des ressources en eau. Garantir la disponibilité de l'eau douce de manière durable est fondamental pour la résilience climatique. Cela nécessite des changements transformationnels dans tous les secteurs, ainsi qu'une utilisation plus large des solutions basées sur la nature. Nous devons également réduire fortement la consommation d'eau et préserver la qualité de l'eau.

Dans ce contexte, et à l'appui de la stratégie commune de mise en œuvre de directive-cadre sur l'eau et de la directive sur les inondations, ce domaine d'intervention encourage les approches et les solutions qui garantissent un approvisionnement stable et sûr en eau douce de grande qualité, préviennent les sécheresses, réduisent l'utilisation de l'eau, protègent et restaurent les zones humides, et préviennent les inondations.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui :

- Garantir une utilisation et une gestion durables de l'eau, résilientes au climat, entre les secteurs et les frontières, en améliorant la coordination des plans thématiques et d'autres mécanismes, tels que l'allocation des ressources en eau et les permis d'utilisation de l'eau ;
- Réduire la consommation d'eau en améliorant les performances des produits en matière d'économie d'eau, en encourageant l'utilisation rationnelle de l'eau et les économies d'eau, et en promouvant une utilisation plus large des plans de gestion de la sécheresse ainsi qu'une gestion durable des sols et de l'utilisation des terres ;



- Garantir un approvisionnement stable et sûr en eau potable, en encourageant l'intégration des risques liés au changement climatique dans les analyses de risques de la gestion de l'eau.

## 7. Adaptation au climat et santé

Le changement climatique a déjà des effets néfastes sur la santé publique et les risques augmenteront avec le temps, affectant les groupes particulièrement vulnérables. Il s'agit notamment des maladies et des décès dus au stress thermique, des maladies à transmission alimentaire, vectorielle et hydrique sensibles au climat, des effets négatifs sur la santé mentale, des effets combinés de la pollution atmosphérique, des vagues de chaleur, des incendies de forêt et des inondations, ainsi que des problèmes de santé causés par une augmentation du pollen et d'autres allergènes. Les effets réels et prévus du changement climatique exercent également une pression supplémentaire sur les systèmes de soins de santé, les travailleurs des services de santé et les budgets de santé, souvent déjà mis à rude épreuve.

Dans ce contexte, ce domaine d'intervention vise à prévenir les impacts et les risques sanitaires liés au changement climatique et à s'y préparer, à promouvoir des services de santé résistants au climat, par conséquent, à réduire la morbidité et la mortalité liées au climat, en particulier dans les communautés et les zones les plus vulnérables.

L'appel LIFE 2025 encourage particulièrement les projets qui :

- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et d'actions qui maximisent les bénéfices pour la santé des mesures d'adaptation et qui favorisent une réponse globale aux effets du changement climatique sur la santé (comme, par exemple, les "plans nationaux d'adaptation" ou les plans d'action "chaleur et santé") ;
- Faciliter la collaboration sur les problèmes de santé humaine, animale, environnementale et climatique ;
- Mettre en œuvre des mesures d'adaptation dans les secteurs qui ont des effets positifs sur la santé, notamment l'alimentation et l'agriculture, l'eau et l'assainissement, le logement, l'urbanisme, les soins de santé, les transports et l'énergie ;
- Améliorer la résilience climatique des systèmes de santé et leur capacité à anticiper les risques sanitaires liés au climat et à mettre en œuvre des mesures d'adaptation à cet égard, notamment en renforçant les services d'information sanitaire, les systèmes de surveillance, d'alerte précoce et de réaction tenant compte du climat, ainsi qu'un personnel de santé sensibilisé au climat ;
- Encourager l'augmentation des investissements dans le domaine du climat et de la santé ; renforcer les synergies entre les portefeuilles de financement liés au climat et à la santé ; et améliorer efforts de suivi, de transparence et d'évaluation.

## 8. Préparation aux risques multiples et aux risques en cascade

Alors que l'importance de l'adaptation est de plus en plus reconnue, de nombreux rapports<sup>63</sup> soulignent le manque de préparation et les défis qui en découlent. Les événements météorologiques extrêmes et leurs incidences sont presque constamment présents dans les médias, et leur intensité et leur fréquence accrues en raison du changement climatique constituent une préoccupation partielle pour les régions ultrapériphériques de l'UE<sup>64</sup>, qui sont exposées, par exemple, aux ouragans. Cependant, de nombreuses villes européennes doivent également renforcer leur préparation, par exemple aux vagues de chaleur et autres menaces sanitaires liées au climat, ou aux dommages croissants subis par les bâtiments et les infrastructures.

<sup>63</sup> Par exemple, IPCC, 2022 : [Summary for Policymakers](#) [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In : *Changement climatique 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK et New York, NY, USA, pp. 3-33, doi:10.1017/9781009325844.001.

Par exemple, les résultats de la recherche financée par l'UE : [Lessons in managing the risk of floods and droughts](#) et [Droughts and heat waves happening together](#).

<sup>64</sup> Îles Canaries, La Réunion, Guadeloupe, Martinique, Madère, Guyane française, Açores, Mayotte et Saint-Martin.

L'appel LIFE 2025 encourage les projets qui soutiennent la préparation aux phénomènes météorologiques extrêmes et à leurs multiples risques et effets en cascade, notamment au niveau local et dans les régions ultrapériphériques, et qui favorisent les solutions d'adaptation "sans regret" avec de multiples avantages communs, comme les solutions fondées sur la nature et les mesures de prévention des risques de catastrophes.

## **9. Instruments financiers, solutions innovantes et collaboration public-privé en matière d'assurance et de données sur les pertes**

La part des pertes économiques non assurées causées par des catastrophes liées au climat semble s'accroître en raison de la lenteur des mesures d'adaptation et de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes. Il est donc important d'examiner et de promouvoir la pénétration de l'assurance contre les catastrophes naturelles dans les États membres et de promouvoir des régimes nationaux d'assurance contre les catastrophes qui encouragent les utilisateurs à investir dans l'adaptation.

Les projets dans ce domaine devraient donc s'efforcer de promouvoir les instruments financiers et les solutions innovantes pour faire face aux risques induits par le climat, ainsi que la collaboration public-privé pour réduire la part des pertes économiques non assurées liées au climat (y compris en améliorant la collecte et l'accès aux données sur les pertes économiques liées au climat). Les synergies avec les initiatives connexes de l'UE et les projets financés par l'UE sont encouragés<sup>65</sup>.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui :

- Identifier et mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière d'instruments financiers pour la gestion des risques ;
- Promouvoir et accroître la pénétration de l'assurance contre les catastrophes naturelles, en comblant ainsi le déficit de protection de l'assurance climatique ;
- Renforcer le dialogue entre les assureurs, les décideurs politiques, les autorités locales et régionales et les autres parties prenantes ;
- Développer et promouvoir des solutions innovantes pour améliorer l'accessibilité à l'assurance contre les catastrophes naturelles ;
- Élaborer et mettre en œuvre des solutions pour améliorer la collecte des données en termes d'exhaustivité et de granularité.

### *Champ d'application - Activités pouvant être financées*

Le présent appel à propositions vise les projets d'action standard (SAP) destinés à atteindre les objectifs du sous-programme sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci. Les SAP sont définis dans la section 2 (Type d'action) tandis que les objectifs généraux du sous-programme sont définis dans la section 1 ("Atténuation du changement climatique et adaptation").

Les pays tiers associés au programme LIFE : L'évaluation de chaque proposition sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord d'association concerné.

### *Impact attendu*

Les candidats doivent définir, calculer, expliquer et obtenir les impacts attendus, tels que décrits dans le critère d'attribution "Impacts" (voir section 9).

Toutes les propositions LIFE devront rendre compte des résultats et impacts attendus en tenant compte des indicateurs de projet LIFE (IPV). Ces indicateurs contribueront à évaluer l'impact des propositions LIFE sur le niveau environnemental mais aussi socio-économique (par exemple, par des actions ayant un impact sur l'économie et la population locales).

<sup>65</sup> Par exemple, [EIOPA - Dashboard on insurance protection gap for natural catastrophes](#) et [Best practices on and piloting insurance solutions for climate adaptation in EU regions and communities](#).

Les candidats doivent examiner les indicateurs pertinents dans la partie C du formulaire de candidature eGrant et les compléter avec l'impact estimé du projet. Les données de la partie C doivent être cohérentes avec la description des impacts de la section 2 de la partie B du formulaire de demande.

Des informations plus détaillées sur la base de données des indicateurs du projet LIFE seront demandées pendant la période de mise en œuvre du projet.

### Taux de financement

Projets d'action standard (SAP) - Taux de financement maximal de 60 %.

En cas de contribution d'un cofinanceur, veuillez télécharger la déclaration signée correspondante dans les annexes facultatives.

## **LIFE-2025-SAP-CLIMA-GOV - Gouvernance et information sur le climat**

### Objectifs

LIFE Gouvernance et information en matière de changement climatique soutient l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la législation et de la politique de l'Union en matière de changement climatique, contribuant ainsi à l'atténuation du changement climatique et/ou à l'adaptation à celui-ci. Il s'agit notamment d'améliorer la gouvernance en renforçant les capacités des acteurs publics et privés et la participation de la société civile.

Les activités visant uniquement à sensibiliser certains groupes sont jugées insuffisantes pour atteindre ces objectifs et doivent donc être complétées par des mesures concrètes facilitant un changement de comportement ou de pratiques. Les projets qui visent à développer des outils ou des études doivent inclure des actions spécifiques et concrètes pour mettre en œuvre ces outils et études pendant la durée du projet.

### Domaines d'intervention

#### **1. Sensibiliser, inciter au changement de comportement et soutenir les activités du Pacte européen pour le climat**

Le Pacte européen pour le climat est une initiative clé du Green Deal européen qui vise favoriser la prise de conscience, l'engagement et l'action sur les questions climatiques. Il constitue une plateforme permettant aux citoyens et aux organisations de partager des informations, d'élaborer des solutions et de prendre des mesures concrètes en faveur de l'action climatique.

Les projets dans ce domaine devraient se concentrer sur

- Identifier les questions climatiques ou environnementales qui ne sont pas suffisamment communiquées dans le contexte de l'action ou de l'adaptation climatique.
- Accroître la sensibilisation au climat et favoriser l'engagement du public pour contrer l'opposition, la désinformation et la mésinformation.
- Encourager les changements de comportement et soutenir l'action en faveur du climat.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets axés sur les thèmes suivants

- Organiser des activités de sensibilisation et d'engagement sur le rôle de l'absorption du carbone et du « *carbon farming* » pour atteindre la neutralité climatique en 2050 dans l'UE, sensibiliser le public et engager les communautés sur les avantages et les risques que les projets de capture et de stockage du carbone présentent pour l'économie, la société et l'environnement, y compris les instruments d'habilitation mis en place par l'UE pour faciliter leur mise à l'échelle ;

- Organiser des activités de sensibilisation et d'engagement sur le fonctionnement du système d'échange de quotas d'émission de l'UE pour les bâtiments, le transport routier et d'autres secteurs, par exemple le transport maritime, afin de renforcer les connaissances et la compréhension des citoyens sur le nouveau système introduit par la proposition de révision de la directive 2003/87/CE<sup>66</sup> ;
- Organiser des activités de sensibilisation et d'engagement sur les mesures de soutien aux citoyens les plus vulnérables touchés par la pauvreté en matière d'énergie et de transport, notamment en préparant la mise en œuvre du Fonds social pour le climat <sup>67</sup> et du système d'échange de quotas d'émission pour les bâtiments, le transport routier et d'autres secteurs (EU ETS 2)<sup>68</sup>.

Dans ce domaine, l'appel LIFE 2025 encourage également les propositions qui contribuent aux objectifs du Pacte européen pour le climat<sup>69</sup> : une mobilisation d'individus et d'organisations unis autour d'une cause commune, chacun prenant des mesures dans son propre réseau/écosystème pour construire une Europe plus durable. Lancé par la Commission européenne, le Pacte fait partie du Green Deal européen et aide l'UE à atteindre son objectif de neutralité climatique d'ici 2050. Les activités du pacte se concentrent sur la sensibilisation, l'encouragement de l'action individuelle et collective et la promotion de l'échange et de la coopération entre les citoyens et les organisations dans l'ensemble de l'UE.

Voici quelques exemples de projets :

- Travailler avec les jeunes, les communautés locales, les communautés et réseaux professionnels, les médias, etc. pour faire progresser la sensibilisation au climat et favoriser la compréhension et le soutien des mesures d'atténuation et d'adaptation au climat (par exemple, dialogues et tables rondes, initiatives de co-création, laboratoires de transformation systémique de la société, campagnes de sensibilisation) ;
- En donnant aux communautés locales ou régionales une voix et un espace pour concevoir de nouvelles actions en faveur du climat, en identifiant, en stimulant et en développant les actions existantes ou en déclenchant et en catalysant de nouvelles actions, en particulier les initiatives ascendantes des citoyens et de la société civile aux niveaux régional et local ;
- La sensibilisation, l'engagement et le renforcement des capacités pour prévenir et combattre la désinformation liée au climat ;
- Soutenir les transformations sociétales en comblant les fossés environnementaux, sociaux et économiques, en utilisant des méthodes de travail innovantes entre les différentes parties prenantes
- Soutenir les transformations sociétales en comblant les fossés environnementaux, sociaux et économiques, en utilisant des méthodes de travail innovantes entre les différentes parties prenantes ;
- La mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et l'amélioration de la résilience climatique dans les zones urbaines et rurales, y compris les espaces verts, les mesures de rétention de l'eau et la protection des bâtiments et des infrastructures contre les effets du changement climatique ;
- Promouvoir la mobilité durable et les solutions de transport pour réduire les émissions et améliorer la planification urbaine respectueuse du climat ;
- Faire participer divers groupes sociaux, y compris des segments moins actifs de la société, grâce à une communication innovante sur le climat, à l'éducation et à des outils numériques tels que la ludification et la science citoyenne ;
- Explorer de nouveaux modèles économiques, mécanismes de financement et approches démocratiques pour accélérer la transition vers la neutralité climatique.

Les candidats sont invités à étudier la possibilité de renforcer les capacités et/ou d'apporter un soutien financier à des tiers afin de soutenir les actions locales et ascendantes et de relier les initiatives pertinentes à d'autres, conformément aux objectifs du Pacte européen pour le climat.

<sup>66</sup> Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE établissant système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union, la décision (UE) 2015/1814 concernant l'établissement et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union et le règlement (UE) 2015/757.

<sup>67</sup> [https://climate.ec.europa.eu/eu-action/eu-emissions-trading-system-eu-ets/social-climate-fund\\_en](https://climate.ec.europa.eu/eu-action/eu-emissions-trading-system-eu-ets/social-climate-fund_en)

<sup>68</sup> [https://climate.ec.europa.eu/eu-action/eu-emissions-trading-system-eu-ets/ets-2-buildings-road-transport-et-secteurs-additionnels\\_fr](https://climate.ec.europa.eu/eu-action/eu-emissions-trading-system-eu-ets/ets-2-buildings-road-transport-et-secteurs-additionnels_fr)

<sup>69</sup> [https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/pact\\_en](https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/pact_en)

## 2. Compétences vertes et renforcement des capacités pour la mise en œuvre des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

Pour mettre en œuvre la législation convenue sur le climat à l'horizon 2030, les plans nationaux sur le climat et l'énergie et les stratégies à long terme, ainsi que la stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique, et pour progresser vers une UE neutre sur le plan climatique et résiliente au changement climatique d'ici 2050, il est nécessaire d'améliorer la gouvernance à tous les niveaux et les capacités des acteurs publics et privés et de la société civile à élaborer, mettre en œuvre, contrôler et appliquer la législation et les politiques de l'UE liées aux mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci.

La complexité croissante des questions appelle à un recours plus large aux données probantes et à la participation du public, à l'élaboration de politiques innovantes et à une meilleure collaboration à tous les niveaux et entre les acteurs. Cela permettra également de promouvoir une approche globale de l'économie et de veiller à ce que la transition verte soit équitable et ne laisse personne de côté.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui visent à :

- Élaborer et utiliser des programmes d'études spécifiques et/ou des cours/formations de courte durée, dont la qualité est assurée et reconnue, tels que des microcrédits, afin de renforcer les compétences liées à la conception et à la mise en œuvre de politiques innovantes et davantage fondées sur des données probantes ;
- Élaborer et mettre en œuvre des systèmes de certification pour les professionnels du climat et de l'environnement, tels que les installateurs et les concepteurs de toutes les formes de systèmes de chauffage et de refroidissement renouvelables dans les bâtiments, l'industrie et l'agriculture, ainsi que les installateurs de systèmes solaires photovoltaïques ;
- Soutenir des modèles de gouvernance innovants, notamment aux niveaux local, régional et national, par exemple en associant activement les citoyens, en particulier les groupes sous-représentés, la société civile, les partenaires sociaux et les autres parties prenantes à la conception, à la mise en œuvre et au suivi de projets pilotes et de politiques encourageant les changements de comportement en vue de réduire les émissions et d'améliorer l'efficacité des ressources et de l'énergie ;
- Aider les administrations, y compris les autorités locales et régionales et les services publics, à mener la transition vers la neutralité climatique, notamment en recourant à des incitations financières, à des mesures éducatives et à des campagnes à l'intention des consommateurs, ainsi qu'à des mesures réglementaires, budgétaires et d'efficacité énergétique ou à des marchés publics<sup>70</sup> ;
- Aider les administrations, y compris les autorités locales et régionales et les services géologiques, à élaborer, en coopération avec les entreprises et les citoyens, des plans régionaux ou nationaux de captage et de stockage du carbone fondés sur les capacités géologiques pertinentes, en vue d'établir les besoins et de soutenir la capacité de créer des sites de stockage du CO<sub>2</sub> conformément à la directive [2009/31/CE](#)<sup>71</sup> ;
- en ce qui concerne l'article 10 de la [loi européenne sur le climat](#), mettre en place des dialogues sectoriels sur le climat et des partenariats entre les principales parties prenantes afin d'établir des feuilles de route sectorielles volontaires indicatives pour faciliter leur transition vers la réalisation de l'objectif de neutralité climatique de l'Union d'ici à 2050, en planifiant les investissements nécessaires et en renforçant l'engagement sectoriel dans la recherche de solutions neutres sur le plan climatique. Ces feuilles de route pourraient également compléter les initiatives existantes, notamment l'Alliance européenne des batteries, l'Alliance européenne pour l'hydrogène propre et l'Alliance européenne de l'industrie solaire photovoltaïque.

<sup>70</sup> Des marchés publics et une budgétisation durables (c'est-à-dire l'inclusion de critères de durabilité dans les marchés publics et la budgétisation ou des évaluations ex ante et ex post des incidences environnementales - y compris climatiques - des décisions budgétaires), l'écologisation du système fiscal en mettant l'accent non plus sur le travail et les revenus mais sur les considérations environnementales et climatiques, l'élimination des subventions aux combustibles fossiles, l'adoption d'une tarification du carbone et l'utilisation de critères écologiques pour la numérisation et les outils numériques afin de formuler des options politiques cohérentes et durables.

<sup>71</sup> Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil et les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil, ainsi que le règlement (CE) n° 1013/2006 (JO L 140 du 5.6.2009, p. 114).

### 3. Renforcement des capacités, sensibilisation des utilisateurs finaux et de la chaîne de distribution des équipements aux gaz à effet de serre fluorés

En ce qui concerne le règlement (UE) [2024/573](#) relatif aux gaz à effet de serre fluorés<sup>72</sup>, les activités visant à accroître la **formation du personnel à l'entretien des équipements** utilisant des solutions de remplacement respectueuses du climat (par exemple, l'ammoniac, le CO<sub>2</sub>, les hydrocarbures, l'eau) sont importantes. Il est particulièrement important de remédier aux déséquilibres géographiques existants en matière de disponibilité de la formation et de combler les lacunes existantes dans la formation pratique des techniciens en ce qui concerne l'installation et l'entretien des équipements utilisant des solutions de remplacement respectueuses du climat. Les programmes de formation des formateurs pourraient avoir un impact plus large et plus long.

Dans le cadre de l'appel LIFE 2025, les projets pourraient également porter sur le renforcement des capacités, la sensibilisation des **utilisateurs finaux et la chaîne de distribution des équipements**.

Des campagnes de sensibilisation auprès des utilisateurs finaux et de la chaîne de distribution des équipements (par exemple, les grossistes, les supermarchés, les exploitants de grands bâtiments) pourraient promouvoir le besoin de formation et faciliter l'échange de bonnes pratiques.

### 4. Soutien à l'élaboration, à l'actualisation et à la mise en œuvre de stratégies et de plans nationaux, régionaux ou locaux en matière de climat et d'énergie

L'UE et ses États membres disposent de stratégies et de plans en matière de climat et d'énergie (par exemple, des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat) avec des objectifs à 2030 et à plus long terme en matière de climat et d'énergie. Ils doivent faire l'objet d'une révision constante, notamment pour garantir la neutralité climatique d'ici 2050.

À cet égard, il est nécessaire de :

- Développer des activités pour mettre en œuvre les stratégies nationales en matière de climat et d'énergie et les stratégies à long terme élaborées dans le cadre du règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et l'action pour le climat<sup>73</sup>, notamment en mettant l'accent sur la promotion de la neutralité climatique d'ici à 2050 ;
- Développer des activités visant à faciliter l'amélioration et la mise en œuvre des stratégies et plans nationaux existants, notamment en mettant l'accent sur la promotion de la neutralité climatique d'ici à 2050 ;
- Élaborer et/ou mettre en œuvre des solutions pour renforcer la coopération entre les parties prenantes, telles que les autorités régionales et locales, les organisations de la société civile, les entreprises, les groupes de réflexion et d'autres acteurs, afin de mettre en œuvre et d'élaborer des politiques et des mesures ambitieuses, saines, réalisables, efficaces et rentables ;
- Soutenir l'établissement de rapports sur les progrès réalisés en matière d'adaptation et l'élaboration d'objectifs quantifiables en matière de résilience.

### 5. Activités liées à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions en faveur de la finance durable

Favoriser l'intégration des considérations relatives à l'atténuation et à l'adaptation au climat dans le système financier de l'UE. Une transition ordonnée vers une économie climatiquement neutre et résiliente nécessite un changement rapide dans l'allocation des capitaux dans l'UE. Le plan d'action de

<sup>72</sup> Règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n° 517/2014 (JO L, 2024/573, 20.02.2024).

<sup>73</sup> Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relatif à gouvernance de l'Union de l'énergie et à l'action pour le climat.

la Commission sur le financement de la croissance durable<sup>74</sup>, la stratégie pour le financement de la transition vers une économie durable<sup>75</sup>, la recommandation visant à faciliter<sup>76</sup> et la communication sur le Clean Industrial Deal<sup>77</sup>. Ces actions s'inscrivent dans le contexte d'actions plus larges annoncées dans le cadre du Green Deal européen et du Clean Industrial Deal<sup>78</sup>. L'appel 2025 intervient après que la Commission a présenté des propositions visant à modifier le cadre de financement durable<sup>79</sup>.

L'appel LIFE 2025 encourage en particulier les projets qui visent à :

- Poursuivre l'élaboration de mesures et de critères de référence, y compris pour les domaines économiques qui ne sont pas définis dans les actes de la taxonomie de la finance durable<sup>80</sup>, mais aussi pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en matière de finance durable et l'impact des actions ;
- Améliorer la transparence, l'accessibilité et la comparabilité des données ;
- Améliorer la transparence, l'accessibilité et la comparabilité des analyses prospectives, des plans et des objectifs, y compris l'analyse de scénarios sur les risques et l'exposition, et les plans d'investissement des entreprises ;
- Élaborer et mettre en œuvre des mesures visant à accroître l'utilisation des nouvelles informations ;
- Développer ou promouvoir des solutions financières innovantes qui soutiennent une transition juste ; encourager la consommation et la production durables ainsi que les solutions d'adaptation au climat basées sur la nature.

## 6. Suivi et déclaration des émissions de gaz à effet de serre

L'UE et ses États membres se sont engagés à atteindre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Des exigences et des dispositions législatives et administratives ont été mises en place pour contrôler et rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. Pour y parvenir, une coopération et une coordination sans faille entre les autorités nationales, régionales et locales, les agences et les autres acteurs sont essentielles et peuvent s'effectuer de multiples façons, au sein des États membres mais aussi entre eux. En outre, le suivi et l'établissement de rapports sont des processus itératifs, dans le cadre desquels des améliorations continues sont attendues.

Dans le domaine des HFC, les activités commerciales illégales, qui peuvent empêcher d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, constituent une préoccupation particulière.

À cet égard, il est nécessaire

- Élaborer et/ou mettre en œuvre des activités visant à renforcer les capacités nationales, régionales et locales de surveillance et de notification des émissions de gaz à effet de serre et de contrôle du commerce, notamment en élaborant et en mobilisant des solutions technologiques, techniques et autres à la pointe du progrès ;
- Élaborer et/ou mettre en œuvre des solutions pour renforcer la coopération et la coordination entre les autorités, les agences concernées et les autres acteurs en ce qui concerne la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et, pour les HFC, le commerce illégal.

<sup>74</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, Comité économique et social européen et au Comité des régions : Plan d'action : Financer la croissance durable, [COM/2018/097 final](#).

<sup>75</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, Comité économique et social européen et au Comité des régions : Stratégie de financement de la transition vers une économie durable, [COM/2021/390 final](#).

<sup>76</sup> Recommandation (UE) [2023/1425](#) de la Commission du 27 juin 2023 visant à faciliter le financement de la transition vers économie durable.

<sup>77</sup> [9db1c5c8-9e82-467b-ab6a-905feeb4b6b0\\_en](#)

<sup>78</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Forger une Europe résiliente au changement climatique - la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'adaptation au changement climatique, [COM/2021/82 final](#).

<sup>79</sup> [Omnibus I - Commission européenne](#)

<sup>(80)</sup> [https://finance.ec.europa.eu/sustainable-finance/tools-and-standards/eu-taxonomy-sustainable-activities\\_en](https://finance.ec.europa.eu/sustainable-finance/tools-and-standards/eu-taxonomy-sustainable-activities_en)



## 7. Développement d'inventaires géographiquement explicites pour le secteur LULUCF, création de registres d'élimination du carbone et de systèmes de certification, et organisation d'activités de renforcement des capacités et de services de conseil.

Un défi majeur pour le secteur de l'utilisation des terres est la collecte ou l'estimation de données solides sur les émissions et les absorptions de la biomasse et des sols afin de permettre un suivi et un rapport transparents et solides. Dans ce contexte, les projets sont encouragés à tester et à mettre en œuvre des solutions permettant de créer ou de renforcer la capacité à :

- Utiliser des données géographiques spatialement explicites, en exploitant les systèmes de collecte de données nationaux et européens existants (tels que LUCAS, LPIS/IACS et Copernicus), ainsi que les applications et services de données spatiales, pour l'identification et le suivi de l'utilisation des terres et des changements d'utilisation des terres ;
- Surveiller et estimer les flux de carbone dans les sols et la biomasse aux niveaux local, régional et interrégional.

Le cadre réglementaire pour la certification des absorptions de carbone et de l'agriculture du carbone (CRCF<sup>81</sup>) comprend des dispositions relatives à la quantification et au suivi des absorptions de carbone provenant de l'agriculture du carbone et du stockage du carbone dans les produits biosourcés (par exemple, les produits de construction à base de bois). Dans ce contexte, les projets relevant de l'appel LIFE 2025 sont encouragés à :

- Concevoir des méthodes de suivi, de notification et de vérification (MRV) pour quantifier les absorptions de carbone d'origine naturelle ou le stockage de carbone dans les produits au moyen de techniques diverses et complémentaires (mesures directes, approches de modélisation et/ou télédétection ou Lidar) ;
- Mettre en place et tester des outils et des systèmes de conseil pour soutenir l'adoption méthodes de certification de l'absorption du carbone ;
- Impliquer des systèmes de certification publics ou privés pour organiser un processus transparent et crédible de certification des absorptions de carbone ;
- Mettre en place des registres accessibles au public afin d'enregistrer les certificats d'élimination du carbone de manière transparente et d'éviter les doubles comptages ;
- Établir des liens opérationnels entre les informations relatives au climat collectées dans le cadre des systèmes de certification et les inventaires nationaux de gaz à effet de serre.

## 8. Partage des connaissances et renforcement des capacités sur le fonctionnement du EU ETS

L'amélioration de la mise en œuvre et de l'élaboration des politiques climatiques passe également par la transparence et la responsabilité. Il est donc important de disposer d'un système solide permettant de suivre les progrès accomplis grâce à un suivi et à des rapports améliorés, ainsi que d'une évaluation solide des effets des politiques climatiques, compte tenu de la dimension internationale des marchés du carbone. Un élément essentiel est le partage des connaissances et le renforcement des capacités sur le fonctionnement du EU ETS au sein de l'UE et au niveau international, compte tenu de l'inclusion du secteur du transport maritime et de l'introduction du EU ETS pour les bâtiments, le transport routier et d'autres secteurs<sup>82</sup>, de leurs incidences et de leur interaction avec l'énergie et d'autres instruments politiques, ainsi que le développement d'informations et de données facilement accessibles en vue de poursuivre l'élaboration de politiques robustes de tarification du carbone et de diffuser l'expérience européenne à cet égard.

Dans le cadre de l'appel LIFE 2025, les propositions axées sur la création de réseaux internationaux d'experts plus vastes et plus solides et sur la diffusion plus large des connaissances relatives à l'obtention d'un soutien politique en faveur des marchés du carbone, ainsi que sur d'autres aspects techniques tels que les inventaires d'émissions, les projections, la surveillance et la déclaration ainsi que l'évaluation des politiques et des mesures, sont particulièrement recherchées.

<sup>(81)</sup> [https://climate.ec.europa.eu/eu-action/carbon-removals-and-carbon-farming\\_en#eu-carbon-removals-and-carbon-farming-certification-crcf-regulation](https://climate.ec.europa.eu/eu-action/carbon-removals-and-carbon-farming_en#eu-carbon-removals-and-carbon-farming-certification-crcf-regulation)

<sup>(82)</sup> Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil.



## 9. Suivi et évaluation des politiques climatiques

L'UE et ses États membres ont mis en place des politiques et des mesures climatiques pour atteindre les objectifs climatiques de 2030 et à plus long terme. Certaines politiques se sont avérées plus efficaces que d'autres pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir l'adaptation au changement climatique. Il est essentiel de suivre la manière dont ces politiques sont élaborées, mises en œuvre et réexaminées aux niveaux national, régional et local, notamment par le biais de leur évaluation et de l'évaluation ex post. Des enseignements doivent être tirés et diffusés sur les politiques réussies, leurs caractéristiques sous-jacentes et leurs modalités de mise en œuvre. Les projets sont encouragés à développer des synergies avec les missions de l'UE, en particulier la mission de l'UE sur l'adaptation au changement climatique<sup>83</sup> et la mission de l'UE sur les villes climatiquement neutres et intelligentes<sup>84</sup>.

À cet égard, il est nécessaire de :

- Développer et/ou mettre en œuvre des activités favorisant un suivi, une évaluation et une évaluation ex-post solides des politiques et mesures climatiques aux niveaux national, régional et local ;
- Développer et/ou mettre en œuvre des activités favorisant l'évaluation comparative des différentes politiques et mesures aux niveaux national, régional et local en termes d'efficacité et d'efficience pour contribuer aux objectifs de l'action climatique et l'identification des meilleures pratiques à diffuser et à reproduire éventuellement dans différents secteurs ou différents territoires ;
- Élaborer et/ou mettre en œuvre des activités visant à renforcer la coopération entre les parties prenantes (telles que les autorités régionales et locales, les organisations de la société civile, les entreprises, les groupes de réflexion et d'autres acteurs) afin de promouvoir un suivi, une évaluation et une évaluation ex post solides des politiques et mesures climatiques aux niveaux national, régional et local.

### Champ d'application - Activités pouvant être financées

Le présent appel à propositions vise les projets d'action standard (SAP) destinés à atteindre les objectifs du sous-programme sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation. Les SAP sont définis dans la section 2 (Type d'action) tandis que les objectifs généraux du sous-programme sont définis dans la section 1 ("Atténuation du changement climatique et adaptation").

Les pays tiers associés au programme LIFE : L'évaluation de chaque proposition sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord d'association concerné.

### Impact attendu

Les candidats doivent définir, calculer, expliquer et obtenir les impacts attendus, tels que décrits dans le critère d'attribution "Impacts" (voir section 9).

Toutes les propositions LIFE devront rendre compte des résultats et des effets escomptés en tenant compte des indicateurs de projet LIFE (IPV). Ces indicateurs contribueront à évaluer l'impact des propositions LIFE sur le niveau environnemental mais aussi socio-économique (par exemple, par des actions ayant un impact sur l'économie et la population locales).

Les candidats doivent examiner les indicateurs pertinents dans la partie C du formulaire de candidature eGrant et les compléter avec l'impact estimé du projet. Les données de la partie C doivent être cohérentes avec la description des impacts de la section 2 de la partie B du formulaire de demande.

Des informations plus détaillées sur la base de données des indicateurs du projet LIFE seront demandées au cours de la phase de mise en œuvre du projet.

<sup>83</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/adaptation-climate-change\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/adaptation-climate-change_fr)

<sup>84</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/climate-neutral-and-smart-cities\\_fr](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/climate-neutral-and-smart-cities_fr)

### Taux de financement

Projets d'action standard (SAP) - Taux de financement maximal de 60 %.

En cas de contribution d'un cofinanceur, veuillez télécharger la déclaration signée correspondante dans les annexes facultatives.

### 3. Budget disponible

Le budget indicatif disponible pour l'appel est de **61 500 000 euros**.

Les informations budgétaires indicatives par thème figurent dans le tableau ci-dessous.

Sujet	Budget thématique	Fourchette indicative des budgets des projets	Estimation du de projets à financer
LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCM Atténuation du changement climatique	<b>28 000,00</b> <b>EUR</b>	<b>1-5 millions d'euros</b>	12 projets
LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCA Adaptation au changement climatique	<b>28 000 000</b> <b>EUR</b>	<b>1-5 millions d'euros</b>	12 projets
LIFE-2025-SAP-CLIMA-GOV Gouvernance et information sur le climat	<b>5 500 000</b> <b>EUR</b>	<b>0,7-2 millions d'euros</b>	4 projets

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer tous les fonds disponibles ou de les redistribuer entre les priorités de l'appel, en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.

### 4. Calendrier et échéances

Calendrier et échéances (indicatif)	
Ouverture de l'appel :	24 avril 2025
<u>Date limite de soumission :</u>	<u>23 septembre 2025 - 17:00:00 CET (Bruxelles)</u>
Informations sur les résultats de l'évaluation :	Mars 2026
Signature de l'AG :	Mai/juin 2026

### 5. Recevabilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date limite de l'appel** (voir calendrier, section 4).

Les propositions doivent être soumises **électroniquement** via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders (accessible via la page Topic dans la section [Calls for proposals](#)). Les soumissions sur papier ne sont PAS possibles.

Les propositions (y compris les annexes et les documents justificatifs) doivent être soumises à l'aide du des formulaires fournis *dans* le système de soumission (⚠ PAS les documents disponibles sur la page du thème - ils ne sont fournis qu'à titre d'information).

⚠ Veuillez noter que le fait de ne pas utiliser le bon modèle ou de ne pas respecter les instructions qu'il contient (*par exemple, taille limite des caractères, suppression d'instructions, etc.*) peut entraîner l'irrecevabilité de votre proposition. En outre, pour garantir une évaluation correcte de votre projet, les sections appropriées du modèle doivent être remplies selon que l'appel comporte une ou deux étapes de soumission.

**Acronyme du projet** - L'acronyme de votre projet doit inclure le mot LIFE.

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes et pièces justificatives requises :

- Formulaire de candidature, partie A - contient des informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget résumé du projet (*à remplir directement en ligne*).

⚠ Afin de garantir une évaluation correcte de votre projet, veuillez cliquer sur le signe "?" apparaissant dans chaque écran et vérifier attentivement les instructions pour remplir correctement les différentes sections.

- Partie B du formulaire de demande - contient la description technique du projet (*à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, puis à assembler et à télécharger à nouveau*).
- la partie C (*à remplir directement en ligne*) contenant des données supplémentaires sur le projet et la contribution du projet aux indicateurs clés de performance du programme de l'UE.
- **les annexes obligatoires et les documents justificatifs** (*modèles à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, à assembler et à télécharger à nouveau*) :
  - tableau détaillé du budget
  - informations sur les participants
- **des annexes facultatives** :
  - Lettres de soutien
  - Déclarations de cofinancement
  - Cartes
  - Description des sites
  - Description des espèces et des habitats (N/A)
  - Activité Rapport annuel (N/A)
  - Autres annexes (par : analyse du cycle de vie, plans d'entreprise, etc.)


Veuillez noter que les montants inscrits dans le tableau budgétaire résumé (rempli directement en ligne) doivent correspondre aux montants calculés dans le tableau budgétaire détaillé. En cas de divergence, ce sont les montants du tableau budgétaire résumé en ligne qui prévalent.


Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous avez le **mandat d'agir** au nom de tous les demandeurs. En outre, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la demande sont correctes et complètes et que les participants respectent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (en particulier l'éligibilité, la capacité financière et opérationnelle, l'exclusion, etc.) Avant de signer la subvention, chaque bénéficiaire et entité affiliée devra à nouveau confirmer ces informations en signant une déclaration sur l'honneur (DoH). Les propositions ne bénéficiant pas d'un soutien total seront rejetées.

Votre demande doit être **lisible, accessible et imprimable**.

Les propositions sont limitées à un maximum de **120 pages** (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en compte les pages supplémentaires.

Il se peut que d'autres documents vous soient demandés ultérieurement (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*)

 Veuillez noter que certaines informations relatives aux propositions peuvent être partagées avec le comité du programme LIFE établi en vertu du règlement n° [182/2011](#)<sup>85</sup>, à savoir le nom et le pays de tous les demandeurs (organisation coordinatrice et partenaires), le titre du projet, le total des coûts éligibles, le financement LIFE demandé, le résultat de l'évaluation de la recevabilité et de l'éligibilité de la proposition, ainsi que les notes par critère pour les propositions éligibles.

 Pour plus d'informations sur la procédure de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).

## 6. Éligibilité

### Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles, les candidats (bénéficiaires et entités affiliées) doivent

- Être des personnes morales (organismes publics ou privés)
- Être établi dans l'un des pays éligibles, c'est-à-dire
  - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
  - Les pays non-membres de l'UE :
    - [liste des pays de l'EEE et des pays associés au programme LIFE \(liste pays participants\)](#)<sup>(86)</sup>
- Le coordinateur doit être établi dans un pays éligible

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire dans le [registre des participants](#) - avant de soumettre la proposition - et devront être validés par le service central de validation (REA Validation). Pour la validation, il leur sera demandé de télécharger des documents attestant de leur statut juridique et de leur origine.

D'autres entités peuvent participer à d'autres rôles du consortium, tels que les partenaires associés, les sous-traitants, les tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

### *Cas spécifiques et définitions*

**Financement exceptionnel** - Les entités d'autres pays (non énumérés ci-dessus) sont exceptionnellement éligibles, si l'autorité responsable considère que leur participation est essentielle à la mise en œuvre de l'action (*voir le programme de travail*).

---

<sup>85</sup> Règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission (*JO L 55 du 28.2.2011, p. 13*).


<sup>86</sup> Les candidats des pays qui ont demandé à être associés au programme LIFE peuvent participer au présent appel à propositions. Toutefois, aucune convention de subvention ne sera signée si l'accord d'association n'est pas entré en vigueur à la fin de la procédure de sélection.

**Personnes physiques** - Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, lorsque la société n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

**Organisations internationales** - Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne leur sont pas applicables.

**Entités sans personnalité juridique** - Les entités qui n'ont pas la personnalité juridique en vertu de droit national peuvent exceptionnellement participer, à condition que leurs représentants aient la capacité de prendre des engagements juridiques en leur nom et offrent des garanties de protection des intérêts financiers de l'UE équivalentes à celles offertes par les personnes morales<sup>87</sup>.

**Organismes de l'UE** - Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

**Associations et groupements d'intérêt** - Les entités composées de membres peuvent participer en tant que "bénéficiaires uniques" ou "bénéficiaires sans personnalité juridique"<sup>88</sup>.  Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (soit en tant que bénéficiaires, soit en tant qu'entités affiliées, sinon leurs coûts ne seront PAS éligibles).

**Pays négociant actuellement des accords d'association** - Les bénéficiaires des pays dont les négociations de participation au programme sont en cours (*voir la liste des pays participants ci-dessus*) peuvent participer à l'appel et signer des subventions si les négociations sont conclues avant la signature de la subvention et si l'association couvre l'appel (c'est-à-dire qu'elle est rétroactive et couvre à la fois la partie du programme et l'année au cours de laquelle l'appel a été lancé).

**Mesures restrictives de l'UE** - Des règles spéciales s'appliquent aux entités soumises à des [mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)<sup>(89)</sup>. Ces entités ne peuvent participer à aucun titre, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).

**Mesures de conditionnalité de l'UE** - Des règles spéciales s'appliquent aux entités soumises à des mesures adoptées sur la base du règlement de l'UE 2020/2092<sup>90</sup>. Ces entités ne peuvent participer aucun rôle financé (bénéficiaires, entités affiliées, sous-traitants, bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers, etc.) Actuellement, de telles mesures sont en place pour les fiducies d'intérêt public hongroises établies en vertu de la loi hongroise IX de 2021 ou toute entité qu'elles maintiennent (*voir la [décision d'exécution \(UE\) 2022/2506 du Conseil](#), en date du 16 décembre 2022*).



Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la nomination de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#)

#### Composition du consortium

- N/A

#### Activités éligibles

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

<sup>87</sup> Voir l'article 200(2)(c) du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

<sup>88</sup> Pour les définitions, voir l'article 190, paragraphe 2, et l'article 200, paragraphe 2, point c), du règlement financier [2024/2509](#) de l'UE

<sup>89</sup> Veuillez noter que le Journal officiel de l'UE contient la liste officielle et qu'en cas de conflit, son contenu prévaut sur celui de la [carte des sanctions de l'UE](#).

<sup>90</sup> Règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union (JO L 325 du 20.12.2022, p. 94).

Les activités éligibles sont celles décrites à la section 2 ci-dessus.

Les projets doivent être conformes aux intérêts et aux priorités politiques de l'UE (*tels que l'environnement, la politique sociale, la sécurité, la politique industrielle et commerciale, etc.*) Les projets doivent également respecter les valeurs de l'UE et la politique de la Commission européenne en matière de réputation (*par exemple, les activités impliquant le renforcement des capacités, le soutien politique, la communication, la diffusion, etc.*)<sup>91</sup>.

Le soutien financier à des tiers est autorisé dans LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCM - Atténuation du changement climatique, LIFE-2025-SAP-CLIMA-CCA - Adaptation au changement climatique et LIFE-2025-SAP-CLIMA-GOV - Gouvernance climatique et information pour les subventions et les prix dans les conditions suivantes :

- Les appels doivent être ouverts, faire l'objet d'une large publication et être conformes aux normes de l'UE en matière de transparence, d'égalité de traitement, de conflit d'intérêts et de confidentialité.

Le soutien financier à des tiers sera accepté dans les projets qui visent à aider des entités extérieures au partenariat du projet (*par exemple des organisations à but non lucratif, des autorités locales ou des groupes de citoyens*) à mettre en œuvre ou à développer des initiatives locales qui contribueront aux objectifs du projet.

Votre demande de projet doit clairement spécifier pourquoi un soutien financier à des tiers est nécessaire, comment il sera géré et fournir une liste des différents types d'activités pour lesquelles un tiers peut recevoir un soutien financier. La proposition doit également décrire clairement les résultats à obtenir.

#### Situation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent porter sur des activités se déroulant dans les pays éligibles (*voir ci-dessus*). Les activités menées en dehors des pays éligibles doivent être nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux et climatiques de l'UE et garantir l'efficacité des interventions menées dans les pays éligibles (*par exemple, les actions visant à la conservation des oiseaux migrateurs dans les zones d'hivernage, les actions mises en œuvre sur un fleuve transfrontalier ou les projets visant à résoudre des problèmes environnementaux qui ne peuvent être résolus avec succès ou efficacité si les actions ne sont pas menées également dans des pays non éligibles*).

## 7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

### Capacité financière

Les candidats doivent disposer de **ressources stables et suffisantes** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution. Les organisations participant à plusieurs projets doivent avoir une capacité suffisante pour mettre en œuvre tous ces projets.

Le contrôle de la capacité financière sera effectué sur la base des documents vous devrez télécharger dans le [registre des participants](#) lors de la préparation de la subvention (*par exemple, compte de résultat et bilan, plan d'entreprise, rapport d'audit produit par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice financier clôturé, etc.*) L'analyse sera basée sur des indicateurs financiers neutres, mais prendra également en d'autres aspects, tels que la dépendance à l'égard du financement de l'UE, le déficit et les recettes années précédentes.

Le contrôle sera normalement effectué pour tous les coordinateurs, à l'exception de ceux de l'Union européenne :

- Les organismes publics (entités établies en tant qu'organismes publics en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales

---

<sup>91</sup> Voir, par exemple, les [orientations sur le financement des activités liées à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'application de la législation et des politiques de l'Union](#).

- Si le montant de la subvention demandée pour le projet ne dépasse pas 60 000 EUR. Si nécessaire, peut également être effectué pour les entités affiliées.

Si nous estimons votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- Plus d'informations
- Un régime de responsabilité financière renforcé, 'est-à-dire une responsabilité conjointe et solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*)
- Un préfinancement versé en plusieurs fois
- (Une ou plusieurs) garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*)

Ou

- Ne proposent pas de préfinancement
- Demander son remplacement ou, le cas échéant, rejeter l'ensemble de la proposition.



Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#)

### Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications** et des **ressources nécessaires** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Cette capacité sera évaluée conjointement avec critère d'attribution "Ressources", sur la base des compétences et de l'expérience des candidats et de leurs équipes de projet, y compris les ressources opérationnelles (humaines, techniques et autres) ou, exceptionnellement, les mesures proposées pour les obtenir d'ici le début de la mise en œuvre de la tâche.

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les demandeurs sont considérés comme ayant une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité par les moyens suivants :

- Le profil général (qualifications et expériences) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet
- La description des participants au consortium (et des projets antérieurs, le cas échéant)

Des pièces justificatives supplémentaires peuvent être demandées, si nécessaire, pour confirmer la capacité opérationnelle de tout demandeur.

### Exclusion

Les candidats qui font l'objet **d'une décision d'exclusion de l'UE** ou qui se trouvent dans l'une des **situations d'exclusion** qui les empêchent de bénéficier d'un financement de l'UE ne peuvent PAS participer<sup>(92)</sup> :

- La faillite, la liquidation, les affaires administrées par les tribunaux, le concordat préventif, la suspension des activités commerciales ou d'autres procédures similaires (y compris les procédures concernant des personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- En violation des obligations en matière de sécurité sociale ou de fiscalité (y compris s'ils sont faits par des personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- Coupable d'une faute professionnelle grave<sup>93</sup> (y compris si elle est commise par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)

<sup>92</sup> Voir les articles 136 et 141 du règlement financier de l'UE 2018/1046.

<sup>93</sup> La faute professionnelle comprend : la violation des normes éthiques de la profession, un comportement fautif ayant un impact sur la crédibilité professionnelle, de fausses déclarations ou de fausses informations, la participation à un cartel ou tout autre accord faussant la concurrence, violation des droits de propriété intellectuelle, tentative d'influencer les processus décisionnels ou d'obtenir des informations confidentielles auprès des autorités publiques pour en tirer avantage.



- A commis des actes de fraude, de corruption, de liens avec une organisation criminelle, de blanchiment d'argent, de crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), de travail des enfants ou de traite des êtres humains (y compris si ces actes sont commis par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention).
- Avoir fait preuve de manquements importants dans le respect des principales obligations découlant d'un public de l'UE, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expert ou d'un contrat similaire (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'attribution/à la mise en œuvre de la subvention).
- Coupable d'irrégularités au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement (CE) [n° 2988/95](#) (y compris si elles sont commises par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- Créé sous une juridiction différente dans l'intention de contourner les obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine ou créé une autre entité dans but (y compris si cela est fait par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont essentielles pour l'attribution/la mise en œuvre de la subvention).
- S'est opposé intentionnellement et sans justification valable<sup>94</sup> à une enquête, un contrôle ou un audit effectué par un ordonnateur de l'UE (ou son représentant ou auditeur), l'OLAF, l'OEPP ou la Cour des comptes européenne.

Les candidats seront également rejetés s'il s'avère que<sup>95</sup>:

- Au cours de la procédure d'attribution, ils ont fait de fausses déclarations concernant les informations requises comme condition de participation ou n'ont pas fourni ces informations
- Ils ont été précédemment impliqués dans la préparation de l'appel et cela entraîne une distorsion de la concurrence à laquelle il ne peut être remédié autrement (conflit d'intérêts).

## 8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Les propositions devront suivre la **procédure standard de soumission et d'évaluation** (soumission en une étape+ évaluation en une étape)

Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) évaluera toutes les demandes. Les propositions seront d'abord vérifiées au regard des exigences formelles (admissibilité et éligibilité, *voir sections 5 et 6*). Les propositions jugées recevables et éligibles seront évaluées (pour chaque thème) au regard des critères de capacité opérationnelle et d'attribution (*voir sections 7 et 9*), puis classées en fonction de leur score. Pour les propositions ayant le même score (au sein d'un thème ou d'une enveloppe budgétaire), un **ordre de priorité** sera déterminé selon l'approche suivante :

Pour chaque groupe de propositions ex aequo, en commençant par le groupe ayant obtenu la note la plus élevée et en continuant par ordre décroissant, les propositions ex aequo seront classées par ordre de priorité en fonction des notes qui leur ont été attribuées pour le critère d'attribution "Impact".


<sup>94</sup> "Résister à une enquête, à un contrôle ou à un audit" : mener des actions ayant pour but ou pour effet d'empêcher, d'entraver ou de retarder la conduite de toute activité nécessaire à la réalisation de l'enquête, du contrôle ou de l'audit, telles que le refus d'accorder l'accès nécessaire à ses locaux ou à toute autre zone utilisée à des fins professionnelles, la dissimulation ou le refus de divulguer des informations ou la fourniture de fausses informations.

<sup>95</sup> Voir l'article 141 du règlement financier de l'UE [2018/1046](#).



Si ces notes sont égales, la priorité sera basée sur les notes obtenues pour les critères "Pertinence", "Qualité" et "Ressources".

Toutes les propositions seront informées du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat de l'évaluation**). Les propositions retenues seront invitées à préparer une subvention ; les autres seront placées sur la liste de réserve ou rejetées. Les propositions qui se situent en dessous du seuil budgétaire (c'est-à-dire qui ont été retenues, mais qui n'ont pas été classées suffisamment haut pour recevoir un financement) se verront attribuer un [label d'excellence](#).

 Pas d'engagement de financement - L'invitation à préparer une subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité juridique, capacité financière, vérification des exclusions, etc.*

**La préparation de la subvention** implique un dialogue afin d'affiner les aspects techniques ou financiers du projet et peut nécessiter des informations supplémentaires de votre part. Elle peut également inclure des ajustements à la proposition pour répondre aux recommandations du comité d'évaluation ou à d'autres préoccupations. La signature de la subvention est subordonnée au respect intégral des conditions.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation a été entachée d'irrégularités, vous pouvez **déposer une plainte** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de résultat de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées et que les délais seront comptés à partir de l'ouverture/accès (*voir également [les conditions générales du portail "Financement et appels d'offres"](#)*). Veuillez également noter que pour les plaintes soumises par voie électronique, il peut y avoir des limitations de caractères.

## 9. Critères d'attribution

Les critères d'attribution pour cet appel sont les suivants :

### 1. Pertinence (0-20 points)

- Pertinence par rapport aux objectifs du sous-programme LIFE visé et aux priorités spécifiques de l'appel à propositions et, le cas échéant, description du sujet.
- Concept et méthodologie : solidité de la logique globale de l'intervention
- Mesure dans laquelle la proposition offre des avantages connexes et favorise les synergies avec d'autres domaines d'action pertinents pour la réalisation des objectifs de la politique en matière d'environnement et de climat

### 2. Impact (0-20 points)

- Ambition et crédibilité des effets attendus des activités pendant et/ou après le projet, y compris la garantie qu'aucun préjudice substantiel ne sera causé aux autres objectifs spécifiques du programme LIFE.
- Durabilité des résultats du projet après la fin du projet et qualité mesures d'exploitation des résultats du projet
- Possibilité de reproduire les résultats du projet dans le même secteur ou dans d'autres secteurs ou lieux, ou de les faire passer à une échelle supérieure par des acteurs publics ou privés ou en mobilisant des investissements ou des ressources financières plus importants (potentiel catalytique).

### 3. Qualité (0-20 points)

- Clarté, pertinence et faisabilité du plan de travail ; ciblage géographique approprié des activités.
- Identification et mobilisation des acteurs concernés.
- Qualité du plan de suivi et d'évaluation des impacts.
- Pertinence et qualité des mesures de communication et de diffusion du projet et de ses résultats auprès des différents groupes cibles.

#### 4. Ressources (0-20 points)

- Composition de l'équipe de projet - en termes d'expertise, de compétences et de responsabilités - et adéquation de la structure de gestion.
- L'adéquation du budget et des ressources et leur cohérence avec le plan de travail.
- Transparence du budget, c'est-à-dire que les postes de dépenses doivent être suffisamment décrits.
- Mesure dans laquelle l'impact environnemental du projet est pris en compte et atténué, y compris par le recours à des marchés publics écologiques. L'utilisation de méthodes reconnues pour le calcul de l'empreinte environnementale du projet (*par exemple les méthodes PEF (Project Environmental Footprint) ou OEF<sup>96</sup> (Organizational Environmental Footprint) ou des méthodes similaires*) ou de systèmes de gestion environnementale (*par exemple le système EMAS (Eco-Management and Audit Scheme)*) constituerait un atout.
- La Value for money de la proposition.

#### Points bonus :

- **Bonus 1** : La proposition offre des synergies exceptionnelles et favorise une coopération significative entre les sous-programmes LIFE. (2 points).
- **Bonus 2** : La proposition est principalement mise en œuvre dans les régions ultrapériphériques. Lorsque des caractéristiques régionales spécifiques sont pertinentes pour les besoins abordés dans l'appel à propositions, *exemple les îles pour les déchets, les régions à forte intensité de charbon pour les énergies propres, etc.*, le bonus pourrait être étendu à d'autres zones géographiques ayant des besoins et des vulnérabilités spécifiques (2 points).
- **Bonus 3** : La proposition s'appuie de manière substantielle sur les résultats d'autres projets financés par l'UE. (2 points).
- **Bonus 4** : La proposition offre un potentiel catalytique exceptionnel. (2 points).
- **Bonus 5** : La proposition envisage une coopération transnationale entre les pays éligibles, essentielle pour garantir la réalisation des objectifs du projet. (2 points).

Critères d'attribution	Note minimale de passage	Score maximum	Pondération
Pertinence	10	20	1
Impact	10	20	1.5
Qualité	10	20	1
Ressources	10	20	1
<b>Notes globales pondérées (sans bonus)</b>	<b>55</b>	<b>90</b>	N/A
Bonus 1	n/a	2	1
Bonus 2	n/a	2	1
Bonus 3	n/a	2	1
Bonus 4	n/a	2	1
Bonus 5	n/a	2	1
<b>Notes globales pondérées (avec bonus)</b>	<b>55</b>	<b>100</b>	N/A

<sup>96</sup> Voir la liste sur [https://ec.europa.eu/environment/eussd/smgp/PEFCR\\_OEFSR\\_en.htm](https://ec.europa.eu/environment/eussd/smgp/PEFCR_OEFSR_en.htm).

Maximum de points : **100** points.

Seuils individuels par critère : 10/20, 10/20, 10/20 et 10/20 points (avant pondération). Seuil global : **55** points (après pondération).

Les propositions qui dépassent les seuils individuels **ET** le seuil global seront prises en considération pour un financement - dans les limites du budget disponible de l'appel. Les autres propositions seront rejetées.

## **10. Montage juridique et financier des conventions de subvention**

Si vous réussissez l'évaluation, votre projet sera invité à préparer la subvention, où il vous sera demandé de préparer la convention de subvention avec le responsable de projet de l'UE.

La présente convention de subvention définit le cadre de votre subvention et ses conditions, notamment en ce qui concerne les résultats attendus, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (et tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible sur le [portail Documents de référence](#).

### *Date de début et durée du projet*

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). Normalement, la date de début est fixée après la signature de la subvention. Une date de début rétroactive peut être accordée à titre exceptionnel pour des raisons dûment justifiées, mais jamais avant la date de soumission de la proposition.

Durée du projet : entre 24 et 120 mois à titre indicatif (*des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et font l'objet d'un avenant*).

### *Jalons et résultats attendus*

Les étapes et les résultats attendus pour chaque projet seront gérés par le système de gestion des subventions du portail et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

### *Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention*

Les paramètres de la subvention (*montant maximal de la subvention, taux de financement, coûts totaux éligibles, etc.*) seront fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3 et article 5*).

Budget du projet (montant maximum de la subvention) : *voir section 3 ci-dessus*. La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

La subvention sera une subvention à coûts réels mixtes basée sur le budget (coûts réels, avec des coûts unitaires et des éléments forfaitaires). Cela signifie qu'elle ne remboursera QUE certains types de coûts (coûts éligibles) et les coûts *réellement* encourus pour votre projet (PAS les coûts *budgétés*). Pour les coûts unitaires et les taux forfaitaires, vous pouvez facturer les montants calculés comme expliqué dans la convention de subvention (*voir l'article 6 et les annexes 2 et 2a*).

Les coûts seront remboursés au taux de financement fixé dans la convention de subvention (**60%**).


Les subventions ne peuvent PAS produire de bénéfices (c'est-à-dire un excédent de recettes+ subvention de l'UE par rapport aux coûts). Les organisations à but lucratif doivent déclarer leurs recettes et, en cas de bénéfice, nous le déduirons du montant final de la subvention (*voir article 22.3*).

Veillez noter que le montant maximum de la subvention pour chaque bénéficiaire sera fixé dans la convention de subvention. Les bénéficiaires peuvent toutefois décider de répartir le montant de la subvention différemment, conformément à ce qu'ils ont convenu dans l'accord de consortium (*voir également la section 13*).

En outre, veuillez noter que le montant final de la subvention peut être réduit en cas de non-respect de la convention de subvention (*par exemple, mauvaise mise en œuvre, manquement aux obligations, etc.*)

### Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2*).

 Lorsque vous remplissez le tableau récapitulatif du budget (directement en ligne dans la partie A du formulaire de demande), veuillez cliquer sur le signe " ? " apparaissant dans chaque écran et vérifier attentivement les instructions afin de remplir correctement les différentes sections.

#### *Catégories budgétaires pour cet appel :*

- A. Frais de personnel
  - A.1 Salariés, A.2 Personnes physiques sous contrat direct, A.3 Personnes détachées
  - A.4 Propriétaires de PME et bénéficiaires personnes physiques
  - A.5 Volontaires
- B. Coûts de sous-traitance
- C. Coûts d'achat
  - C.1 Voyage et subsistance
  - C.2 Équipement
  - C.3 Autres biens, travaux et services
- D. Autres catégories de coûts
  - D.1 Soutien financier à des tiers
  - D.2 Achat de terrain
- E. Coûts indirects

#### *Conditions spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel :*

- Les frais de personnel :
  - Propriétaire de PME/personne physique coût unitaire<sup>97</sup> : Oui
  - Coût unitaire des volontaires<sup>98</sup> : Oui (sans les coûts indirects)
- Coût unitaire du voyage et de la subsistance<sup>99</sup> : Non (uniquement les coûts réels)

<sup>97</sup> Décision de la Commission du 20 octobre 2020 autorisant l'utilisation de coûts unitaires pour les frais de personnel des propriétaires de petites et moyennes entreprises et des bénéficiaires qui sont des personnes physiques ne recevant pas de salaire pour les travaux qu'ils effectuent eux-mêmes dans le cadre d'une action ou d'un programme de travail (C(2020)7115).

<sup>98</sup> Décision de la Commission du 10 avril 2019 autorisant l'utilisation des coûts unitaires pour la déclaration des frais de personnel pour le travail effectué par des volontaires dans le cadre d'une action ou d'un programme de travail (C (2019)2646).

<sup>99</sup> Décision de la Commission du 12 janvier 2021 autorisant l'utilisation de coûts unitaires pour les frais de voyage, d'hébergement et de séjour dans le cadre d'un programme d'action ou de travail au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027 (C (2021)35).

- coûts d'équipement : coût total+ amortissement pour les équipements listés (- *dans les conditions spéciales définies dans la convention de subvention (art. 6.2.C.2) et liées à la clause de durabilité spéciale (utilisation et entretien pendant 5 ans après la fin de l'action ; annexe 5)*).
- d'autres catégories de coûts :
  - coûts du soutien financier aux tiers : autorisés pour les subventions et les prix ; montant total maximal pour le soutien financier aux tiers : **100 000 EUR** ; montant maximal par tiers : **20 000 EUR**.
  - coûts d'achat du terrain : sous réserve des conditions spécifiées à l'art. 6.2 - D.2 Coûts et contributions éligibles et inéligibles du modèle général de convention de subvention LIFE. Le demandeur doit aborder chacune de ces conditions dans sa proposition, en expliquant comment chacune d'entre elles est ou sera remplie au cours du projet. Ces conditions font référence, par exemple, à la contribution à l'intégrité du réseau Natura 2000, à la garantie qu'à long terme le terrain sera utilisé conformément aux objectifs spécifiques du programme LIFE, au fait que l'achat du terrain est le seul moyen ou le moyen le plus rentable d'atteindre le résultat souhaité en matière de conservation, etc.
- forfait pour les coûts indirects : **7%** des coûts directs éligibles (catégories A-D, à l'exception des coûts liés aux volontaires et des catégories de coûts spécifiques exemptées (achat de terrain), le cas échéant).
- TVA : la TVA non déductible est éligible (mais veuillez noter que depuis 2013, la TVA payée par les bénéficiaires qui sont des organismes publics agissant en tant qu'autorité publique n'est PAS éligible).
- autres :
  - les contributions en nature à titre gratuit sont autorisées, mais elles sont neutres par rapport aux coûts, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être déclarées en tant que coûts.
  - réunion de bienvenue : dans le cas d'une réunion physique, les coûts de la réunion organisée par l'autorité de subvention sont éligibles (frais de voyage pour 2 personnes au maximum, billet aller-retour pour Bruxelles et hébergement pour une nuit) uniquement si la réunion a lieu après la date de début du projet fixée dans la convention de subvention ; la date de début peut être modifiée par le biais d'un avenant, si nécessaire
  - sites web de projets : les coûts de communication pour la présentation du projet sur les sites web ou les comptes de médias sociaux des participants sont éligibles ; les coûts pour des sites web de projets *distincts* ne sont pas éligibles
  - des activités communes d'information et de diffusion : prévoir des ressources pour accroître les synergies et la visibilité de LIFE et des actions soutenues par l'UE
  - d'autres coûts non éligibles : Non



Coûts des volontaires - Les coûts des volontaires ne constituent pas une catégorie de coûts classique. Il n'y a pas de coûts car les volontaires travaillent gratuitement, mais ils peuvent néanmoins être ajoutés au budget sous la forme d'un coût unitaire préfixé (par volontaire) et vous permettre ainsi de bénéficier du travail des volontaires pour la subvention (en augmentant le montant du remboursement jusqu'à 100% des coûts normaux, c'est-à-dire des catégories de coûts autres que les volontaires). De plus amples informations sont disponibles dans l'[AGA - Convention de subvention annotée, art 6.2. A.5](#).

#### Modalités de déclaration et de paiement

Les modalités de rapport et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et articles 21 et 22*).


Après la signature de la subvention, vous recevrez normalement un **préfinancement** pour commencer à travailler sur projet (montant de **30 %** du montant maximum de la subvention, exceptionnellement moins ou pas de préfinancement). Le préfinancement sera versé 30 jours après l'entrée en vigueur/la garantie financière (le cas échéant) - selon la date la plus tardive.

Il y aura un ou plusieurs **paiements de préfinancement supplémentaires** liés à un rapport de préfinancement.

En outre, pour les projets plus longs ou plus complexes, il se peut que l'on attende de vous un ou plusieurs rapports d'avancement non liés à des paiements.

**Paiement du solde** : À la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la subvention, nous vous demanderons (votre coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront effectués au profit du coordinateur.

 Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes impayées envers l'UE (autorité de subvention ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir article 22*).

Veuillez également noter qu'il vous incombe de tenir un registre de tous les travaux effectués et des coûts déclarés.

#### Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4*). Le montant sera fixé lors de la préparation de la subvention et sera normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque/institution financière agréée établie dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays non-membre de l'UE et que vous souhaitez fournir une garantie émanant d'une banque/institution financière de votre pays, veuillez nous contacter (cette garantie peut être acceptée à titre exceptionnel, si elle offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

Les garanties de préfinancement sont normalement demandées au coordinateur, pour le consortium. Elles doivent être fournies pendant la préparation de la subvention, en temps utile pour effectuer le préfinancement (copie scannée via le portail ET original par courrier).

En accord avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par la garantie d'un tiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions fixées dans la convention de subvention (article 23).

#### Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, différents certificats peuvent vous être demandés. Les types, calendriers et seuils de chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et article 24*).

#### Régime de responsabilité pour les recouvrements

Le régime de responsabilité pour les recouvrements sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4 et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des éléments suivants :

- Responsabilité conjointe et solidaire limitée avec des plafonds individuels - *chaque bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant maximal de sa subvention*
- Responsabilité solidaire inconditionnelle - *chaque bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant maximal de la subvention pour l'action*

Ou

- Responsabilité financière individuelle - *chaque bénéficiaire n'est responsable que de ses propres dettes.*

En outre, l'autorité d'octroi peut exiger la responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

#### Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : *voir le modèle de convention de subvention (article 16 et annexe 5) :*

- Les droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : *voir le modèle de convention de subvention (article 17 et annexe 5) :*

- Plan de communication et de diffusion : Oui
- Des activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui
- Logos spéciaux : Oui

Règles spécifiques pour la réalisation de l'action : *voir le modèle de convention de subvention (art. 18 et annexe 5) :*

- Durabilité : Oui
- Des règles spécifiques pour les opérations de mélange : Non

#### Autres spécificités

Accord de consortium : Oui

#### Non-conformité et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de rupture de contrat (et d'autres problèmes de non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA - Convention de subvention annotée](#).

## **11. Comment soumettre une demande**

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders. Les demandes sur papier ne sont PAS acceptées.

**La soumission se fait en deux étapes :**

### **a) Créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation**

Pour utiliser le système de soumission (la seule façon de poser sa candidature), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous avez un compte EU Login, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification du participant (PIC) à 9 chiffres.

### **b) Soumettre la proposition**

Accédez au système de soumission électronique via la page Sujet dans la section [Appels à propositions](#) (ou, pour les appels envoyés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation).

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :



- La partie A comprend des informations administratives sur les organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés) et le budget résumé de la proposition. A remplir directement en ligne
- La partie B (description de l'action) couvre le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le sous forme de fichier PDF.
- Partie C contenant des données supplémentaires sur le projet. A remplir directement en ligne.
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les sous forme de fichier PDF (un seul ou plusieurs en fonction des créneaux). Le téléchargement de fichiers Excel est parfois possible, en fonction du type de fichier.

La proposition doit respecter le **nombre limite de pages** (*voir section 5*) ; les pages excédentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, faute de quoi la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel** (*voir section 4*). Après cette date, le système est fermé et les propositions ne peuvent plus être soumises.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez **un e-mail de confirmation** (avec la date et l'heure de votre demande). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à une défaillance du système de soumission, vous devez immédiatement déposer une plainte via le [formulaire web de l'IT Helpdesk](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si possible, des captures d'écran pour montrer ce qui s'est passé).

Les détails des processus et des procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Le manuel en ligne contient également des liens vers des FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

## 12. Aide

Dans la mesure du possible, **essayez de trouver vous-même les réponses à vos** questions dans cette documentation et dans les autres documents (nous disposons de ressources limitées pour traiter les demandes directes) :


- [Manuel en ligne](#)
- [FAQ du portail](#) (pour les questions générales).
- [FAQ du site LIFE](#)
- [Journées d'information LIFE](#)

Veuillez également consulter régulièrement la page thématique, car nous l'utiliserons pour publier les mises à jour des appels. (Pour les invitations, nous vous contacterons directement en cas de mise à jour de l'appel).

### Contact

Si vous n'avez pas trouvé de réponse dans les liens ci-dessus, vous pouvez prendre contact avec nous :

- Pour des questions individuelles sur le système de soumission du portail : [Service d'assistance informatique](#)
- Pour les questions non liées à l'informatique : [CINEA-LIFE-ENQUIRIES@ec.europa.eu](mailto:CINEA-LIFE-ENQUIRIES@ec.europa.eu)

 Veuillez envoyer vos questions au plus tard 7 jours avant la date limite de soumission (*voir section 4*) ET indiquer clairement la référence de l'appel et le sujet sur lequel porte votre question (*voir page de couverture*).



### 13. Important



#### IMPORTANT

- **N'attendez pas la fin** - Remplissez votre demande suffisamment à l'avance pour éviter **problème technique de dernière minute**. Les problèmes dus à des soumissions de dernière minute (*par exemple, encombrement, etc.*) sont entièrement à votre charge. Les délais des appels ne peuvent PAS être prolongés.
- **Consultez** régulièrement la page thématique du portail. Nous l'utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du sujet).
- **Portail des financements et des appels d'offres Système d'échange électronique** - En soumettant la demande, tous les participants **acceptent** d'utiliser le système d'échange électronique aux [conditions générales du portail](#).
- **Enregistrement** - Avant de soumettre la demande, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être enregistrés dans le [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour le formulaire de demande.
- **Rôles du consortium** - Lors de la mise en place de votre consortium, vous devez penser aux organisations qui vous aident à atteindre les objectifs et à résoudre les problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les participants principaux doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature. Les **partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent supporter leurs propres coûts (ils ne deviendront pas des bénéficiaires officiels du financement de l'UE). **La sous-traitance** doit normalement représenter une part limitée et doit être effectuée par des tiers (et non par l'un des bénéficiaires/entités affiliées). La sous-traitance dépassant 30 % du total des coûts éligibles doit être justifiée dans demande.

- **Coordinateur** - Dans les subventions multi-bénéficiaires, les bénéficiaires participent en tant que consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront choisir un coordinateur qui s'occupera de la gestion et de la coordination du projet et représentera le consortium auprès de l'autorité de subvention. Dans le cas d'une subvention mono-bénéficiaire, le bénéficiaire unique sera automatiquement coordinateur.
- **Entités affiliées** - Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes des bénéficiaires). Elles recevront une partie de la subvention et devront donc se conformer à toutes les conditions de l'appel et être validées (tout comme les bénéficiaires) ; mais elles ne comptent pas dans les critères minimaux d'éligibilité pour la composition du consortium (s'il y en a). Si des entités affiliées participent à votre projet, n'oubliez pas de fournir des documents démontrant leur lien d'affiliation avec votre organisation dans le cadre de votre candidature.
- **Partenaires associés** - Les candidats peuvent participer avec des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action mais qui n'ont pas le droit d'obtenir une subvention). Ils participent sans financement et n'ont donc pas besoin d'être validés.
- **Accord de consortium** - Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes qui vous permettent de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous donne également la possibilité de redistribuer l'argent de la subvention selon vos propres principes et paramètres internes au consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer l'argent de sa subvention à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet donc d'adapter la subvention de l'UE aux besoins de votre consortium et peut également vous protéger en cas de litiges.

- **Budget équilibré du projet** - Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré du projet et des autres ressources suffisantes pour mener à bien le projet (*par exemple, contributions propres, revenus générés par l'action, contributions financières de, etc.*) Il peut vous être demandé de réduire vos coûts estimés s'ils sont inéligibles (y compris excessifs).
- **Projets achevés/en cours** - Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà entamés seront évaluées au cas par cas (dans ce, aucun coût ne peut être remboursé pour des activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/de soumission de la proposition).
- **Règle de non-profit** - Les subventions ne peuvent PAS donner lieu à un profit (c'est-à-dire à un excédent des recettes+ subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons ce point à la fin du projet.
- **Non-cumul des financements / non-double financement** - Il est strictement interdit de cumuler des financements provenant du budget de l'UE (sauf dans le cadre des "actions de synergie de l'UE"). En dehors de ces actions de synergie, une action donnée ne peut recevoir qu'UNE SEULE subvention du budget de l'UE et les éléments de coût ne peuvent en AUCUN cas être déclarés au titre de deux subventions de l'UE ; les projets doivent être conçus comme des actions différentes, clairement délimitées et séparées pour chaque subvention (sans chevauchement).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** - La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible si le projet reste en dehors du programme de travail de la subvention de fonctionnement et si vous vous assurez que les éléments de coût sont clairement séparés dans votre comptabilité et qu'ils ne sont PAS déclarés deux fois (*voir [AGA - Convention de subvention annotée, art 6.2.E.](#)*).
- **Propositions multiples** - Les candidats peuvent soumettre plus d'une proposition pour des projets *Différents* dans le cadre du même appel (et se voir attribuer un financement).  
Les organisations peuvent participer à plusieurs propositions.  
MAIS : s'il y a plusieurs propositions pour des projets *très similaires*, une seule demande sera acceptée et évaluée ; les demandeurs seront invités à retirer les autres (ou ils seront rejetés).
- **Nouvelle soumission** - Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.
- **Rejet** - En soumettant leur demande, tous les candidats acceptent les conditions de l'énoncée dans le présent document (et dans les documents il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas toutes les conditions de l'appel seront rejetées. Ceci s'applique également aux candidats : Tous les candidats doivent remplir les critères ; si l'un d'entre eux ne les remplit pas, il doit être remplacé, faute de quoi la proposition entière sera rejetée.
- **Annulation** - Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce, vous en serez informé par un appel ou une mise à jour du sujet. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune compensation.
- **Langue** - Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (l'abrégé/le résumé du projet doit toutefois toujours être rédigé en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous conseillons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de la demande.

- **Transparence** - Conformément à l'article 38 du [règlement financier de l'UE](#), des informations sur les subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).

Il s'agit notamment de

- noms des bénéficiaires
- adresses des bénéficiaires
- l'objet pour lequel la subvention a été accordée
- le montant maximal accorder.

La publication peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation (sur demande motivée et dûment justifiée) s'il existe un risque que la divulgation compromette vos droits et libertés en vertu de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ou nuise à vos intérêts commerciaux.

- **Protection des données** - La soumission d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au cadre juridique applicable. Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, le cas, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans la [déclaration de confidentialité du portail Financement et appels d'offres](#).